



Lettre 42 – Octobre 2022

J'espère que dans de nombreuses villes de France, la journée pour les migrants et du réfugié, le 25 septembre 2022, a été célébrée et a donné lieu à des relances d'actions montrant le désir de la France d'accueillir les personnes qui sont obligées de quitter leur pays pour espérer vivre en paix et décentement. Et pour rappeler aux diverses instances de notre pays qu'il est bon de respecter les engagements pris et signés au niveaux européens et mondiaux.

Merci pour les nouvelles des CRA qui me parviennent et que je vous fais partager. Continuez.

Nous devons rester attentif, les prochains mois jusqu'au vote par l'assemblée nationale du texte concernant l'immigration.

Michel Girard

| | |
|--|----|
| CERCLES DE SILENCE | 3 |
| Le Havre..... | 3 |
| Troyes..... | 3 |
| CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE..... | 3 |
| Le rapport rétention 2021..... | 3 |
| CRA d'Hendaye | 3 |
| CRA à Nantes ?..... | 4 |
| CRA de PLaisir | 4 |
| FRANCE..... | 5 |
| Le coût d'une expulsion en France | 5 |
| Projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration | 5 |
| Pyramide du Louvre..... | 7 |
| Argentré (Mayenne)..... | 7 |
| BERCK | 8 |
| Boulogne sur mer..... | 8 |
| Calais..... | 8 |
| Ille-et-Vilaine | 8 |
| Laval..... | 9 |
| Loon-Plage..... | 9 |
| Lyon | 10 |
| Ouireham..... | 10 |
| Paris..... | 10 |

| | |
|--|----|
| Rennes..... | 11 |
| La Reunion..... | 11 |
| Toulouse..... | 11 |
| MANCHE..... | 12 |
| MÉDITERRANÉE..... | 12 |
| Louise-Michel..... | 12 |
| Geo Barents..... | 13 |
| Sea-Eye 4..... | 13 |
| Sea Watch 3..... | 13 |
| Le Humanity 1 (ancien Sea Watch 4)..... | 13 |
| Libye..... | 13 |
| UNION EUROPÉENNE..... | 13 |
| Méditerranée, miroir des faiblesses de l'UE..... | 13 |
| Frontex..... | 14 |
| Allemagne..... | 14 |
| Belgique..... | 15 |
| Espagne..... | 16 |
| Finlande..... | 17 |
| Grèce..... | 17 |
| Italie..... | 19 |
| Italie - Lampedusa..... | 19 |
| Italie - Crotone..... | 19 |
| Italie - Carmini..... | 20 |
| Lettonie..... | 21 |
| Pays-bas..... | 22 |
| ONU – Organisation internationale pour les migrants..... | 23 |
| Journée européenne du souvenir et de l'accueil..... | 23 |
| appel urgent pour soutenir davantage les réfugiés..... | 24 |
| EUROPE..... | 25 |
| La route des Balkans..... | 25 |
| Frontière Tchèque – Slovaquie..... | 26 |
| Frontière russo-estonienne..... | 27 |
| Royaume-Uni..... | 27 |
| Serbie..... | 29 |
| AFRIQUE..... | 29 |
| Libye..... | 29 |
| maroc..... | 30 |
| Mozambique..... | 31 |
| Tunisie..... | 31 |

| | |
|---|----|
| ASIE..... | 33 |
| Sri Lanka..... | 33 |
| Ukraine..... | 33 |
| A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i> | 33 |
| Témoignage d'un jeune du Darfour..... | 33 |

CERCLES DE SILENCE

LE HAVRE

Le cercle de Silence du Havre a effectué une marche symbolique le 21 septembre 2022 : journée internationale de la Paix. Il appelle à aider ceux qui recherchent un logement en contactant : SOS HEBERGEMENT essentiellement réservé aux femmes seules et / ou avec enfants Il fait partie du comité de soutien de la campagne de parrainages républicains de plusieurs sans papiers de longue date toujours sans régularisation... Une cérémonie autour des 6 premiers aura lieu à la mairie de Gonfreville, près du Havre le samedi 8 Octobre 2022. Il signale que l'évolution du nombre des OQTF délivrées à un rythme régulier : le 14 octobre 2019 : 124 - le 18 octobre 2021 : 351 - le 30 septembre 2022 : 256.

TROYES

Le cercle de silence va refaire une manifestation le 15 octobre 2022 dans la ville, pour sensibiliser la population à l'acharnement de la préfecture envers les **jeunes majeurs migrants** qui reçoivent pratiquement systématiquement une OQTF lorsqu'ils font la demande de titre de séjour, alors qu'ils sont en cours d'apprentissage et/ou possèdent un CDD ou CDI, dans les métiers en tension !!!!! Nous les soutenons en les aidant à faire un recours au Tribunal Administratif de Châlons, voir en Appel à Nancy. Mais la marge de manœuvre pour une réussir est très faible.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

LE RAPPORT RETENTION 2021

CRA D'HENDAYE

Le centre de rétention d'Hendaye a connu des **violences** lundi soir 3 octobre 2022. Le syndicat de policiers SGP - Police FO parle d'émeute. Certains étrangers en situation irrégulière s'en sont pris au mobilier entraînant un début d'**incendie**. La violence était telle que **des** renforts ont été appelés qui ont rapidement mis fin à la situation. Cinq personnes ont été interpellées. Au tribunal judiciaire de Bayonne le jeudi 6 octobre 2022, 3 algériens et 2 marocains, âgés de 21 à 39 ans, sont retenus dans le centre de rétention administrative d'Hendaye en attendant d'être expulsés du territoire français. Ils sortent tous de détention. Ils sont poursuivis pour "complicité de dégradations en réunion". Les caméras de surveillance ont été utilisées afin de déterminer les responsabilités. En comparution immédiate, ils ont été **condamnés à des peines de prison** allant de 8 mois pour quatre prévenus et à 10 mois ferme pour le principal prévenu. Ils ont été immédiatement transférés derrière les barreaux. Pour le syndicat " *les CRA en France sont de véritables cocottes minutes prêtes à*

exploser". Au Pays Basque, 219 personnes ont été retenues en 2021.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/emeute-a-hendaye-au-centre-de-retention-administrative-cra-lundi-sgp-police-fo-1664857382>

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/incendie-au-centre-de-retention-d-hendaye-cinq-etrangers-condamnes-par-le-tribunal-1665068423>

CRA A NANTES ?

Un communiqué conjoint du ministère de l'Intérieur et de la ville de Nantes, publié mardi 4 octobre 2022 annonce : *"Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a décidé l'installation d'un centre de rétention administratif dans le département de la Loire-Atlantique dans les délais les plus rapides"*. Après avoir convenu *"d'un plan commun de renforcement des moyens au service de la sécurité des Nantais"*. *"Cela faisait plusieurs années que l'État réfléchissait à l'implantation d'un centre de rétention administrative en Loire-Atlantique. Le préfet en aurait reparlé tout récemment"*. Si le député macroniste nantais enjoint les autorités locales à *"se mettre à la disposition de l'État pour étudier au plus vite la localisation de ce futur centre"*, son collègue de la France Insoumise, fustige auprès de Ouest France cette décision dont l'unique motivation serait de *"satisfaire une aile droitière"*. *"Les centres de rétention ne servent à rien, assure-t-il. On se retrouve dans des situations aberrantes où des personnes, placées dans un centre, en ressortent sans avoir été reconduites aux frontières puis y retournent, puis en ressortent"*. L'annonce de la création prochaine de ce CRA s'inscrit dans le *"plan ambitieux d'ouverture de places en centres de rétention administrative (CRA)"* voulu par le projet de loi de finances du gouvernement dévoilé le 26 septembre 2022. Et ce, alors même qu'en quatre ans, la France a déjà doublé ses capacités d'accueil en CRA. La création de nouveaux centres à venir près Orléans, à Bordeaux et en région parisienne portera à 2 157 le nombre de places en CRA, contre 1 069 en 2017. Pourtant, les conditions de vie actuelles dans ces structures sont régulièrement décriées : période de rétention à rallonge, nourriture insuffisante, conditions matérielles vétustes et normes sanitaires peu respectées

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/migrants-gerald-darmanin-annonce-un-centre-de-retention-administratif-en-loire-atlantique-c2d8779a-440b-11ed-9f8f-3a4ea2d19641>

CRA DE PLAISIR

Ce centre existe depuis 2006, et compte 26 places normalement. Mais étant devenu depuis octobre 2020 « CRA Covid » il n'en comporte que 13 depuis cette date. En 2021, 180 personnes ont été retenues en rétention, dont 30% de maghrébins. Elles sont venues de 36 départements de la France. Le nombre moyen de jours en rétention à Plaisir est de 17 jours en 2021. L'effectif est extrêmement fluctuant selon les semaines. Les personnes qui y sont retenues, ont été testées positives dans leur CRA d'origine et y repartent quand le test est redevenu négatif. Cela entraîne des frais importants puisque qu'elles y sont conduites par ambulance + escortes policières, parfois de l'autre bout de la France. Le seul coût d'un trajet en ambulance pour un transfert du CRA de Bordeaux vers celui de Plaisir s'élève environ à 1500€, uniquement pour le transport en véhicule médicalisé. À cela s'ajoute le coût de l'escorte policière. France Terre d'Asile (<https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/FTA-rapport-2021.pdf>) intervient à distance par la cabine téléphonique ou par téléphone portable si la personne en possède un, puisqu'elle n'a pas accès aux personnes. Tous les entretiens se font par téléphone avec un interprète bénévole sinon par un interprète payant. Les relations sont plus difficiles avec les familles qui demandent des nouvelles de leur proche malade. Sur place, une infirmière est présente tous les jours et un médecin une fois par semaine. Il y a des contentieux possibles sur les transferts car les procédures ne sont pas respectées (ex ; le préfet doit être prévenu ; les magistrats ne sont pas au courant...). Parfois, le Juge des Libertés annule la rétention (cas d'une personne du CRA de Marseille, la Cour d'Appel d'Aix a annulé la rétention au vu de l'état de santé), trop rarement au vu des situations présentées. Au CRA de Coquelles, le juge des libertés a maintenu puis prolongé la rétention mais la Cour d'Appel de Douai l'a annulé estimant que les conditions sanitaires en CRA n'étaient pas de bonnes ! La Procédure a été reprise pour d'autres cas.

FRANCE

L'État va verser une aide financière de **150 euros par mois aux familles françaises** qui hébergent des réfugiés ukrainiens, a annoncé mercredi 5 octobre 2022, le ministre délégué à la Ville et au Logement. « *Cette mesure financière exceptionnelle permet de soutenir l'élan de générosité spontanée qui a été constaté au moment du, maillon majeur de la gestion de la crise et de l'accueil des personnes déplacées* ». « *Je pense à tous nos concitoyens qui se sont engagés. Nous devons les soutenir* ». « *Avoir un ménage ukrainien chez soi pendant plusieurs mois, cela engendre des charges financières et peut entraîner une forme de lassitude* ». La France a accueilli plus de 100 000 ukrainiens - dont 19 000 enfants scolarisés - qui s'est organisé « *rapidement, efficacement, dignement* ».

<https://www.leparisien.fr/societe/letat-versera-150-euros-par-mois-aux-familles-qui-accueillent-des-refugies-ukrainiens-05-10-2022-31AAY2JAVJFGBBEOTKVEPPQ6AQ.php>

LE COÛT D'UNE EXPULSION EN FRANCE

Le coût d'une expulsion a été évalué depuis quelques années. En 2009, un rapport de l'Inspection générale de l'administration avançait la somme 12 000 euros par expulsion ; la même année, la Cour des comptes qui reconnaissait ne pas pouvoir estimer certaines dépenses, comme celles liées à l'entretien des Centre de rétentions administrative (CRA), estimait le coût d'une expulsion à 13 220 euros par personne. En revanche, en 2008, la commission des finances du Sénat évaluait le coût des reconduites à la frontière à environ 20 970 euros par personne reconduite. De son côté, la Cimade - qui intervient dans les CRA - chiffrait chacune des 19 800 expulsions de 2008 à **27 000 euros** ! Ce coût est plus réaliste car il additionne les coûts : garde et escorte des personnes retenues dans les CRA, coûts de fonctionnement des CRA, frais de restauration et blanchisserie des migrants, transport et prise en charge sanitaire et sociale, aide à l'exercice des droits, frais de fonctionnement du ministère de l'Immigration, mais aussi coût d'investissement dans la construction de nouveaux CRA et l'agrandissement d'anciens. Les 16 819 expulsés en 2021 ont donc eu un coût de plus de **454 millions** d'euros.

<https://www.histoire-immigration.fr/politique-et-immigration/combien-coute-une-expulsion>

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

La grande concertation, promise par le ministre a été décalée à l'automne 2022, avant l'examen du texte en début d'année prochaine 2023, à la demande d'Élisabeth Borne.

Au cours des derniers mois, le ministre de l'Intérieur (qui est élu d'une ville, Tourcoing (Nord), où des dizaines de nationalités cohabitent, et qui est lui-même petit-fils d'immigrés) comme le président de la République ont dévoilé quelques mesures phares qui pourraient constituer le projet de loi sur l'asile et l'immigration, annoncé pour 2023.

« *Il y a plein de gens qui méritent une régularisation et qui ne l'ont pas aujourd'hui, et il y en a d'autres qui l'ont et qui ne devraient pas l'avoir.* » Le ministre regrette qu'un travailleur sans papiers doive obligatoirement être soutenu par son employeur pour sortir de la clandestinité. « *Je pense que c'est un rapport de force qui n'est pas positif pour le salarié, a souligné le ministre. Si on change ça dans la loi, ça sera une bonne chose.* »

« *Ma ligne sur le texte immigration est celle-ci : il faut être dur avec les étrangers délinquants sur le sol national et il faut que nous puissions régulariser et aider ceux qui veulent travailler et respecter les lois de la République. C'est une ligne toute républicaine.* »

Le ministre s'est vanté d'avoir acté le non-renouvellement des titres de séjour pour tout requérant ayant un casier judiciaire.

« En cas de manque de places disponibles [en centre de rétention], il convient de libérer systématiquement les places occupées par les étrangers sans antécédents judiciaires non éloignables et de les assigner à résidence ».

« Il y a des gens qui travaillent depuis des années sur notre territoire, qui parlent français, fondent une famille, paient des cotisations et des impôts, et ne profitent pas de cette solidarité nationale à laquelle ils ont droit parce que l'employeur ne joue pas le jeu légal ».

« L'immigration, ce n'est pas que ça, soutient un conseiller de Matignon. Il y a aussi des sujets comme celui d'attirer des talents, des étudiants, la régularisation, des réflexions sur la main-d'œuvre étrangère qui accepte de se former sur des métiers en tension... Ça sera au menu du débat et ça viendra enrichir le sujet. » Le 15 septembre 2022, Le président de la république a plaidé devant les préfets pour une meilleure répartition des étrangers accueillis sur le territoire, notamment dans les « espaces ruraux ». *« Il faut montrer ce que l'immigration peut apporter aux territoires »*, poursuit le haut fonctionnaire de Matignon.

Le président a assuré : *« Un projet de loi relatif à l'asile, donc à l'immigration dans la République, sera déposé dès début 2023 »*. *« Notre politique, aujourd'hui, est absurde », « inefficace et inhumaine »* en matière d'asile car elle *« consiste à mettre des femmes et des hommes qui arrivent, qui sont dans la plus grande misère »,* dans les quartiers les plus pauvres. *« Un projet de loi relatif à l'asile, donc à l'immigration dans la République, sera déposé dès début 2023 »*. *« Différencier les procédures »* et *« accélérer leur instruction »* *« Nous devons réformer nos procédures pour pouvoir aller beaucoup plus vite et c'est indispensable. Il faut préserver les droits fondamentaux de toute personne mais il faut pouvoir aller beaucoup plus vite, avant toute chose, pour lutter contre toutes les pratiques dilatoires »*. il faut *« différencier les procédures », « accélérer leur instruction »* et *« intégrer beaucoup plus vite et beaucoup mieux celles et ceux qui ont même un titre provisoire par la langue et par le travail »*. Il a plaidé pour une meilleure répartition des étrangers sur le territoire français, notamment dans les « espaces ruraux, qui, eux, sont en train de perdre de la population », et a promis *« d'améliorer l'efficacité des politiques de reconduite »* à la frontière pour les étrangers en situation irrégulière. Il a affirmé vouloir envoyer *« un message clair »*, assurant que la France a *« commencé à renforcer très fortement [ses] politiques en conditionnant davantage »* l'octroi des visas *« à l'esprit de coopération pour reprendre les étrangers en situation irrégulière, à commencer par celles et ceux qui troublent l'ordre public »*. Une référence aux pays qui refusent d'accorder les laissez-passer nécessaires au retour de leurs ressortissants expulsés de France.

A chacun d'interpréter ces paroles et d'agir en conséquence, comme par exemple ce qu'à fait une personne de la Cimade dans une lettre au ministre de l'intérieur (que vous pouvez retrouver dans la diffusion du compte-rendu de Wissembourg).

le projet de loi pourrait fragiliser le droit d'asile et le droit des étrangers et étrangères. Il pourrait automatiser la délivrance d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) aux personnes ayant vu leur demande d'asile rejetée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). L'OQTF serait aussi valable trois ans au lieu d'un an. *« Nous avons de sérieux doutes sur la légalité et la faisabilité juridique de cette mesure, qui dans le passé a déjà été retoquée par le Conseil constitutionnel. On se retrouverait avec un certain nombre de personnes sur le territoire qui seraient plongées dans une grande précarité et dans l'illégalité, avec tout ce que ça implique derrière en termes d'accès aux droits »*, indique, la secrétaire générale de la Cimade, qui voit là une *« logique de rétention et d'expulsion absurde »*. Une autre mesure, qui concerne également la CNDA, entend élargir l'examen des recours par un juge unique, et ce alors que cette pratique devait à l'origine rester exceptionnelle. *« La collégialité signifie qu'il y a un débat, que des avis vont se confronter lors du délibéré. Il y a donc un examen plus équitable de la part de la Cour. Vu l'importance de ce que représente une demande d'asile et sachant que les personnes peuvent être exposées en cas de retour dans leur pays d'origine et pour certaines à un risque de mort, il apparaît quelque peu risqué de confier la décision d'affaires plus complexes à un seul juge »*.

Selon un document budgétaire annexé au projet de loi de finances **pour 2023**, le gouvernement prévoit **une baisse** de l'enveloppe allouée à **l'allocation pour les demandeurs d'asile (ADA)** : 314 millions d'euros en 2023 contre un demi-milliard en 2022. Le ministère de l'Intérieur anticipe notamment des délais d'instruction plus serrés et un renforcement de la lutte contre les fraudes. Il mise sur « *l'accélération du traitement des demandes d'asile, en particulier grâce aux renforts des effectifs* » à l'Ofpra, ainsi que sur « *l'intensification de(s) dispositifs de contrôle* » de l'Ofii, « *notamment s'agissant de lutte contre les fraudes* ». « *On pourra délivrer l'ADA même si le montant dépasse les prévisions budgétaires* », nuance le patron de l'Office français de l'immigration et de l'intégration qui verse cette allocation. A ce jour les seuls déplacés ukrainiens perçoivent « **27 millions d'euros par mois** ». « *Compte tenu des incertitudes qui entourent le conflit et l'évolution des flux, les dépenses prévisionnelles correspondantes pour 2023 ne sont pas présentées ici* ». En matière d'immigration et d'asile, « *la plupart des budgets augmentent, mais il y a une régression de l'ADA, alors qu'a priori les Ukrainiens ne vont pas rentrer demain* », s'étonne le responsable des questions d'asile à La Cimade. « **C'est délirant de ne pas budgéter cela, même sur la base des 100 000 personnes présentes** » Or il on prévoit 135 000 demandes d'asile pour 2023.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220922-mediapart-immigration-ce-que-voudrait-faire-gerald-darmanin-copie.pdf>

HTTPS://WWW.ASSEMBLEE-NATIONALE.FR/DYN/15/RAPPORTS/CIION_LOIS/L15B4525-TII_RAPPORT-AVIS#

<https://www.leparisien.fr/politique/immigration-gerald-darmanin-annonce-le-report-du-projet-de-loi-03-08-2022-BWKKBESRTBCULLBEVMAXZWPWEM.php>

<https://www.ouest-france.fr/economie/budget/demandeurs-d-asile-le-gouvernement-prevoit-une-baisse-drastrique-du-budget-de-l-allocation-en-2023-4eed29e2-45fb-11ed-9aa2-6712ce5e3d21>

PYRAMIDE DU LOUVRE

Sous le belvédère de la Pyramide du Louvre à Paris, l'artiste camerounais de renommée internationale y élève **le Pilier des Migrants disparus**, dans le cadre de l'exposition « *Les choses une histoire de nature morte* ». Une œuvre monumentale et engagée d'autant plus frappante qu'elle soulève la question de l'exil au cœur du plus célèbre musée du monde. « *Barthélémy Togo est un artiste contemporain, engagé, politiquement, socialement et humainement, tout à fait pur et dur, qui voulait montrer que la liberté est un droit inaliénable. Il défend l'émigration. Il est Africain et il voit bien ce que vivent ses frères sur le continent où il est difficile à s'exprimer, à trouver sa place, donc ils veulent aller voir ailleurs si le ciel est plus bleu, ce qui n'est pas toujours le cas. D'autre part, il a créé dans son village de Bandjoun, au Cameroun, sa propre fondation, Bandjoun Station. Cette fondation invite des artistes en résidence, elle a une collection d'art pour montrer dans son village ce que l'art peut représenter, et en même temps, elle est aussi un lieu d'agriculture qui produit du café. Aujourd'hui, Barthélémy Togo est un artiste mondial et l'un des grands artistes venus d'Afrique.* »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/rendez-vous-culture/20221006-l-artiste-camerounais-barthelemy-tuogo-rend-hommage-aux-migrants>

ARGENTRE (MAYENNE)

Arrivée en avril dernier dans le département, une **ukrainienne** habite dans une famille d'accueil à Bonchamp et elle vient tout juste de trouver un travail à l'ASC, un **atelier de couture** à Argentré. « *ici, je n'ai pas de possibilité et de temps pour apprendre, c'est pour ça que j'ai choisi ce que je sais faire* ». Son niveau de Français a fait la différence : « *c'est une bonne place, ce n'est pas loin de Bonchamp où je vis* ». Elle travaille sur des vêtements de luxe et chaque commande est différente, une situation professionnelle qui lui plaît mais ce qui lui donne des migraines c'est la lourdeur administrative : « *ça m'énerve, ça prend du temps. Je dois partir plus tôt de mon travail pour aller signer des papiers* ». Elle est aussi étonnée de voir que le travail s'arrête à 17h, rien à voir avec l'Ukraine mais aujourd'hui elle se sent intégrée : « *j'apprends la France, comment le pays fonctionne* »

pour le travail, le logement, j'apprends au contact des Français que je vois, que je connais désormais. Je suis bien intégrée ici pour vivre". La réfugiée ukrainienne se sent bien en Mayenne mais son souhait est de **rentrer le plus vite possible en Ukraine**, rejoindre son fiancé et sa famille.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/une-maison-un-travail-de-couturiere-le-quotidien-presque-normale-d-une-refugiee-ukrainienne-en-1665132623>

BERCK

Jeudi 29 septembre 2022, un bateau chargé de 43 personnes quittait une plage de Merlimont. Les gendarmes sont intervenus pour les empêcher de prendre la mer, sans succès. Le canot pneumatique a alors continué sa course. Mais peu après qu'il ait quitté le rivage, *"trois personnes sont tombés à la mer. L'embarcation a fait demi-tour et les a récupérés avant de prendre la direction du large"*. La société nationale des sauveteurs en mer a été alertée. En début de matinée, l'embarcation a été repérée dans les eaux territoriales, à quatre kilomètres des côtes anglaises. Le bateau de la SNSM les a donc escortés jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par les autorités anglaises, mais *"les sauveteurs ont ramené à leur bord les trois hommes [de nationalité iranienne] qui étaient tombés à l'eau et qui souffraient d'hypothermie"*. Les naufragés ont été ramenés au port de Berck et transportés à l'hôpital.

BOULOGNE SUR MER

Malgré la détérioration des conditions météorologiques, les traversées ne faiblissent pas dans le détroit de la Manche. Jeudi 29 septembre 2022, tôt dans la matinée, 45 personnes ont été secourues au large de Camiers, près du Touquet. Leur embarcation était à la dérive en mer *"après plusieurs avaries de moteur"*. Les passagers ont d'abord été transférés sur une vedette côtière de surveillance maritime, puis déposés au port de Boulogne-sur-Mer.

CALAIS

Jeudi 29 septembre 2022, au large de Leffrinckoucke, un **drame a été évité** in extremis. Un bateau avec **50 personnes** à bord a commencé à prendre l'eau au milieu des bancs de sable. Pris de panique, quatre exilés se sont jetés dans la mer. *"L'eau nous est montée jusqu'aux chevilles, environ 10 cm et je ne sais pas nager. Donc j'ai décidé de descendre. On n'était pas très loin du bord de mer"*. Les quatre naufragés âgés de 20 à 27 ans - un Soudanais, un Yéménite et deux Syriens - ont finalement été récupérés par la police à hauteur des falaises du cap Blanc-Nez. Les pompiers de Calais sont intervenus sur la plage pour les prendre en charge, *"avant de repartir une heure plus tard, laissant les migrants face à la mer"*, emmitouflés dans des couvertures de survie. Des bénévoles de l'association Utopia56 ont donc pris le relais. Malgré l'arrivée de la Protection civile, et après plusieurs heures d'attente, aucune mise à l'abri n'a finalement été effectuée. En cause, le profil des rescapés : des hommes seuls et en faible nombre. *"La mise à l'abri est proposée uniquement aux personnes vulnérables et aux familles"*. *"C'est encore les associations qui sont là pour prendre en charge les exilés, a déploré Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56. L'État fait le minimum. Ces gens repartent, trempés par le naufrages, vers leurs campements"*. Les autres naufragés de l'embarcation, eux, ont été secourus par les sauveteurs en mer de Dunkerque, et pris en charge par les pompiers et la police aux frontières (PAF).

ILLE-ET-VILAINE

D'après la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le département a accueilli 1 275 Ukrainiennes et Ukrainiens, depuis mars 2022. Parmi eux, *« 230 sont dans des centres d'hébergement dédiés aux déplacés venus d'Ukraine et financés par l'État pour l'essentiel, 40 personnes sont chez l'habitant avec une convention d'accompagnement sociale financée par l'État et 290 sont logés dans des logements entiers, seuls »*. Il y aurait enfin 700 personnes hébergées par solidarité citoyenne, *« avec parfois des changements de famille, en moyenne tous les deux mois »*. S'ils ont été dispatchés selon les lieux d'hébergements, certains souhaitent aujourd'hui *« se rapprocher de Rennes, rapporte la présidente de l'association Solidarité Bretagne Ukraine. Ils avaient du travail cet été sur la côte*

mais c'est plus compliqué après la saison. » Le souci majeur, selon elle, est « **le logement**, car il y a pénurie à Rennes et que même avec un travail, les propriétaires écartent souvent leur dossier du fait de leur protection temporaire de six mois. Pourtant, elle est en train d'être renouvelée » et beaucoup disposent d'un contrat de travail en CDI ou en CDD. L'hébergement solidaire a aussi ses limites : « **De nombreuses familles généreuses ont accepté de loger des familles ukrainiennes** mais la guerre dure et, tant pour les familles françaises qu'ukrainiennes, la cohabitation finit par être difficile ». « Certains retournent en Ukraine car la situation est plus ou moins calme dans leur ville », mais la guerre faisant toujours rage, cela concerne peu de personnes. Emploi, inscription à l'école des enfants, ou à des activités etc., les Ukrainiens font au mieux pour s'intégrer. « Depuis septembre, on a même lancé des cours de Français pour adultes, afin qu'ils puissent au plus vite être autonomes ».

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/pour-les-1-270-ukrainiens-accueillis-en-ille-et-vilaine-des-emplois-mais-des-difficultes-a-se-loger-25744126-4269-11ed-9fec-b3708b1f58fa>

LAVAL

Voilà dix ans qu'une jeune iranienne (30 ans) réside en France. Elle a quitté son pays pour assurer son avenir et sa liberté. Diplômée d'un master d'ingénieur en multimédia, elle peine à renouveler son titre de séjour. "Malgré le manque de professeurs à l'Education Nationale, je suis allée chercher du travail ailleurs à cause de la lenteur administrative du rectorat, j'ai donc récemment décroché un emploi dans le secteur privé. Mon contrat est de quinze mois, mon employeur a fait un dépôt de demande d'autorisation de travail que j'ai communiqué à la préfecture, mais je n'ai reçu qu'un récépissé de droit de séjour d'un mois... Autrement dit, si d'ici le 3 novembre la préfecture ne me délivre pas mon titre de séjour pluriannuel, je devrais retourner en Iran, alors que j'ai un contrat de travail de quinze mois en que professeur d'anglais". Alors qu'elle remplit toutes les conditions pour être naturalisée, et qu'elle est titulaire d'un contrat de travail de quinze mois, elle se retrouve **menacée d'expulsion** vers l'Iran, son pays d'origine étant en proie aux répressions envers les femmes.

LOON-PLAGE

Mercredi matin 5 octobre 2022, le camp de Loon-Plage, près de Dunkerque, a été évacué par les autorités. Et ce, moins de 24 heures après une précédente évacuation. Mardi matin 4 octobre, "notre équipe de distribution n'a pu entrer sur le camp : elle s'est mise un peu plus loin, c'était barré par la police". Les exilés sont revenus, après l'opération, se réinstaller sur le terrain. Ils seraient près de 700. Mais ce matin 6 octobre 2022 encore, une nouvelle opération d'évacuation a eu lieu. Cette fois, les associatifs ont repéré trois fois plus de fourgons de CRS que la veille : 23 au total, selon un décompte de Human Rights Observers (HRO) et Salam. Certains migrants sont montés dans des bus pour des "mises à l'abri". D'autres "errent en attendant la fin de l'évacuation". "La police a aussi arrêté des groupes de personnes. Mais comme d'habitude, ces personnes seront relâchées au bout de 24h voire le jour même". Le rythme des expulsions s'enchaîne. "Ce n'est pas un jour sur deux comme à Calais. Mais quand même, depuis septembre, c'est à peu près une évacuation par semaine. voire deux. La semaine dernière, ils en ont aussi fait deux jours de suite". Pendant les évacuations, les migrants patientent sur le côté. Ils parviennent plus ou moins à emmener avec eux leurs affaires. Mais "depuis deux semaines, on constate qu'il y a vraiment une saisie par les forces de l'ordre des biens des personnes". "Ils ont pris les tentes, les bâches, les sacs de couchage et des effets personnels". Lors de l'évacuation, les autorités ont placé **des blocs de ciment sur le terrain**. Le collectif Human Rights Observers (HRO) en décompte huit. "Il s'agit d'une entrave à la solidarité et à l'action des associations". "Les associations ne peuvent plus circuler et les personnes exilées non plus. On a une réponse sécuritaire de l'État à un problème d'ordre humanitaire". Ces blocs de ciment pénalisent les capacités d'intervention des secours et des pompiers. À cause de ces nouveaux blocs de ciment, les équipes de l'association Roots ont dû déplacer deux de leurs quatre containers d'eau à l'entrée du campement, pour que les exilés puissent encore les utiliser. L'accès à l'eau, qui n'est pas assuré par les services publics, est pourtant un enjeu fondamental à Loon-Plage.

LYON

Les services de la Métropole ne les ayant pas pris en charge, **70 jeunes migrants** en attente de la reconnaissance de leur minorité, **ont trouvé refuge dans un gymnase** ouvert pour deux mois, par la ville de Lyon. « *On avait un peu espoir que la Métropole et les services de l'État se mobilisent pour leur proposer une solution, mais personne n'a voulu bouger* ». Une association LAHSo a été mandatée pour accompagner les jeunes migrants, le temps que les recours aboutissent et que des places se libèrent dans les centres d'hébergement d'urgence de la Métropole.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221004-tribune-de-lyon-de-la-croix-rousse-a-monplaisir-70-jeunes-migrants-dans-l-attente-d-une-reconnaissance-de-minorite-copie.pdf>

OUISTREHAM

L'exécution d'un jugement du 31 mars 2022 du Tribunal judiciaire de Caen a entraîné **l'évacuation d'une maison** située près de la Pointe du siège à Ouistreham, utilisée comme lieu d'hébergement par des migrants. Six mois plus tard, les forces de l'ordre ont investi les lieux ce mardi matin vers 8h pour expulser les sept personnes présentes, originaires du Soudan. Il **s'agissait de migrants en situation régulière**, c'est-à-dire avec demande d'asile en cours ou titre de séjour en vigueur.

Pour le maire, « *la ville de Ouistreham est très directement liée au trafic transmanche vers la Grande-Bretagne avec près d'un million de passagers par an. Si demain vous créez une capacité d'accueil ici sur ce site, vous allez provoquer un appel d'air. C'est ce qui s'est passé dans le Nord - Pas de Calais. C'est la fierté de la France d'accueillir des réfugiés et de leur accorder le droit d'asile. Mais il faut le faire intelligemment et convenablement. Il faut savoir où est ce qu'on accueille.* » La mairie dialogue « *mais avec celles et ceux qui ont vraiment et véritablement envie de parler. Les associations qui poussent des migrants à occuper illégalement des bâtiments, elles rompent d'elles-mêmes le dialogue que l'on peut essayer d'engager. On a accompagné un certain nombre de structures pour permettre des distributions de petits-déjeuners ou de repas sur le Port. On a permis à certaines associations d'avoir un bâtiment pour stocker du matériel.* »

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/ouistreham-expulsion-de-sept-migrants-dans-un-squat-1664874090>
<https://www.francebleu.fr/infos/politique/la-france-doit-accueillir-des-migrants-mais-pas-ouistreham-romain-bail-maire-de-ouistreham-1664963290>

PARIS

Vendredi 7 octobre 2022, dans l'après-midi, une soixantaine de personnes, migrants et des membres du collectif « La Chapelle Debout » ont forcé l'accès principal de l'Hôtel de Ville, obligeant les agents postés à cette entrée sécurisée à les laisser passer. Ils ont réclamé de rencontrer la maire Anne Hidalgo afin **d'obtenir un relogement** pour « une partie des habitants de l'«Ambassade des immigrés» », une ancienne banque squattée rue Saulnier, dans le IX^e arrondissement. La maire et son adjoint à l'Hébergement d'urgence et à la Protection des réfugiés « *font semblant de ne pas connaître la situation* » alors que ce dernier « *avait fait des promesses de relogement* ». « *Il est temps que la mairie, a priori de gauche, qui revendique une politique d'accueil contrairement à la préfecture, se mette à agir elle aussi* ». Le collectif a quitté le bâtiment en milieu d'après-midi, après avoir été reçu par l'adjoint à l'Hébergement d'urgence qui s'est engagé à « réaliser un diagnostic social » rue Saulnier et à réunir la préfecture de région et la préfecture de police autour de la table. « *L'essentiel de leurs revendications* », notamment le relogement, « *relève des compétences de l'État* ». Quant au logement social, il « *s'adresse uniquement à des personnes en situation régulière* » alors qu'une « *bonne partie* » des personnes représentées vendredi ne sont « *pas éligibles* ».

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/intrusion-d-un-collectif-de-migrants-a-l-hotel-de-ville-de-paris-74a29874-4679-11ed-b6ec-c73987703fc3>

RENNES

Vendredi 7 octobre 2022, des parents d'élèves ont tenté d'occuper une école afin d'obtenir des logements pour les familles migrantes dont les enfants sont scolarisés mais dorment dehors.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/rennes-des-parents-occupent-une-ecole-en-soutien-aux-enfants-migrants-a-la-rue-58835a66-466f-11ed-b6ec-c73987703fc3>

LA REUNION

Jeudi 6 octobre 2022, **sept Sri-Lankais ont été expulsés par avion vers Colombo**, capitale du Sri Lanka, leur pays d'origine depuis l'aéroport de La Réunion. Ces sept personnes, d'origine cinghalaise, étaient retenues dans la zone d'attente de l'aéroport depuis leur arrivée sur l'île, le 17 septembre 2022. Ils faisaient alors partie d'un groupe de 46 Sri Lanka qui avait réussi à parcourir, sur un bateau de pêche, les 4 000 kilomètres séparant leur pays d'origine du sol français. 39 des 46 migrants avaient entamé les démarches pour déposer une demande d'asile. Les sept restants ne s'étaient pas rendus, à la cour d'appel pour contester la décision du juge des libertés. C'est la raison pour laquelle ils ont été maintenus dans la zone d'attente jusqu'à leur expulsion actée vendredi 7 octobre 2022. Les sept exilés, accompagnés de leurs avocats, avaient tout de même tenté un recours devant le tribunal administratif. Mais la procédure n'avait pas abouti. Le préfet de la Réunion, assume d'avoir envoyé un "signal fort" avec cette expulsion. *"Chaque fois que des situations comme celle-là se représenteront à l'avenir, et que le juge me donnera raison et me permettra de le faire, j'organiserais effectivement des départs des migrants qui sont en situation irrégulière"*.

TOULOUSE

A 20 km à l'ouest de Toulouse, à Saint-Lys, il est prévu qu'un centre de préparation au retour, accueille dès l'année 2023, **126 migrants** en lieu et place d'un actuel Ehpad, à l'écart du centre-ville. La maison de retraite déménagera à Fonsorbes, la ville voisine, début 2023. la préfecture de Haute-Garonne a pour projet d'accueillir prochainement pour une courte durée, de deux à trois semaines voire un mois, des étrangers ayant **épuisé leurs droits au séjour** en France, des migrants qui ont fait le choix d'adhérer à un programme de **retour volontaire** vers leur pays d'origine et qui sont actuellement répartis dans des appartements en divers lieux. L'objectif est de préparer leur retour : établir un laissez-passer consulaire, réserver des billets d'avion. Dans le même temps, les étrangers bénéficient de tickets service à utiliser dans les commerces proches pour les repas, de titres de transport et d'un suivi médical et social. Mais les enfants ne sont pas scolarisés. Le maire de Saint-Lys estime ne pas avoir de garanties suffisantes concernant leur accueil dans de bonnes conditions. *"On a été mis devant le fait accompli. La concentration de personnes en difficultés n'est bonne pour personne"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/pres-de-toulouse-un-centre-d-accueil-de-migrants-cree-la-polemique-1664469815>

Un **réseau de passeurs** de nationalité algérienne a été **démantelé** entre l'Espagne et la France fin septembre. Les membres de cette filière ne savaient pas qu'ils avaient été placés sous surveillance depuis un an par la police aux frontières (PAF) de Toulouse. Les "convoyeurs" demandaient entre 300 et 700 euros par passager pour leur faire traverser la frontière en voiture, par groupe de deux à six, de Lerida dans le nord de l'Espagne jusqu'à Toulouse. Un trafic qui leur a rapporté plus de 200 000 euros sur une année. les migrants étaient des sans-papiers algériens cherchant à rejoindre des proches en France. sept Algériens, certains munis de faux documents espagnols, ont été interpellés ou extraits de maison d'arrêt entre le 27 et le 29 septembre pour être jugés pour organisation d'une filière d'immigration clandestine. Cinq d'entre eux ont été placés en détention provisoire. Deux hommes qui étaient déjà incarcérés pour des faits distincts, seront prochainement mis en examen et deux autres personnes se trouvant à l'étranger vont faire l'objet de mandats d'arrêt, a indiqué le 7 octobre 2022, la préfecture de Haute-Garonne. L'enquête de la police française a permis d'identifier un homme à la tête de ce réseau au "mode opératoire bien rodé". Cet Algérien d'une quarantaine d'années, résidant à Lerida, est soupçonné d'avoir supervisé l'activité des six passeurs et

de complices à Toulouse. Ces derniers étaient sollicités pour héberger les migrants contre de l'argent et de "récupérer les gains". L'entrée du quadragénaire sur le territoire français a permis son interpellation le 27 septembre 2022. Malgré l'importante présence policière à la frontière franco-espagnole, la multiplication des contrôles sur route et à bord des trains, les exilés et les passeurs parviennent à tromper la vigilance des autorités.

MANCHE

Lundi 3 octobre 2022, **541 personnes ont atteint les eaux anglaises** après avoir traversé la Manche, réparties sur neuf canots, d'après le décompte quotidien des autorités britanniques. La semaine précédente, au total, 693 personnes avaient atteint les côtes britanniques après avoir traversé le détroit.

Dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 octobre 2022, les secours français ont **porté assistance à 84 migrants dans la Manche**. La Marine nationale a procédé à deux opérations de sauvetage successives. D'abord, en début de soirée, une embarcation est repérée au large de Leffrinckouke (59). Les 48 personnes à bord sont ramenées au port de Calais. Puis, dans la foulée, une seconde embarcation de 36 personnes est repérée au large de Calais. À ce moment-là, le bateau "*commence à prendre l'eau*". Une fois sur zone, les secours découvrent que "*plusieurs personnes sont à l'eau*". Selon les autorités, l'ensemble des naufragés a été secouru, et a été débarqué au port de Calais mardi 4 octobre 2022, au petit matin.

Dimanche 9 octobre 2022, **1 065 migrants** ont été interceptés en mer par les forces britanniques et amenés dans le comté du Kent, au Royaume-Uni. Ces personnes étaient réparties sur 25 canots différents. Plusieurs autres embarcations, qui se sont retrouvées en difficulté en mer, ont quant à elles été récupérées par les forces françaises. Lors de plusieurs opérations, 367 migrants, qui tentaient de rejoindre l'Angleterre, ont ainsi été secourus à bord de petits bateaux la même journée. Les naufragés ont été pris en charge à Calais. Face au nombre des traversées, le gouvernement britannique n'a de cesse de brandir **de nouvelles mesures dissuasives, dont l'effet reste pour l'heure nul**.

MÉDITERRANÉE

LOUISE-MICHEL

Le 2 octobre 2022, le Louise Michel a déjà déposé à Lampedusa 88 passagers, dont 68 mineurs non accompagnés. Ils ont été secourus par le navire humanitaire après une tentative d'interception des garde-côtes libyens.

Le 4 octobre 2022, le **Louise-Michel** a secouru 48 personnes en détresse à bord d'une embarcation en bois surchargée, suite à une alerte envoyée par Alarm Phone. D'après les passagers du bateau, au moment de prendre la mer en Libye, "*ils ont été forcés, sous la menace d'une arme, à nager du rivage vers un bateau en bois*". Et alors qu'ils progressaient dans l'eau, "*deux mineurs, âgés de 14 et 16 ans, se sont noyés*". Six jours après cette opération de sauvetage, le navire humanitaire affrété par l'artiste Banksy a, à cinq reprises, réclamé un port sûr pour débarquer les migrants. "*Juste au moment où nous approchions du port de Lampedusa, nous avons finalement obtenu l'autorisation officielle d'accoster. (...) Nous sommes soulagés mais aussi sans voix face à la façon dont les gens peuvent être privés de leurs droits humains fondamentaux, alors que la situation [à bord] s'aggravait*". D'après l'équipage, sur le bateau, les migrants étaient "*exposés au vent et aux intempéries*". Plusieurs d'entre eux étaient "*épuisés*" et avaient "*le mal de mer*".

GEO BARENTS

Le Geo Barents a repris la direction de la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone) le 11 octobre 2022 après plusieurs semaines de pause consacrées à l'entraînement de son équipage. Un canot pneumatique bondé se trouvait à 65 kilomètres environ des côtes libyennes lorsqu'Alarm Phone a été alerté dans la matinée du jeudi 13 octobre 2022. Très vite, le navire a pu se rendre sur place pour venir en aide aux 122 migrants pris au piège sur l'embarcation à la dérive. Parmi eux se trouvaient 90 mineurs, tous partis de Libye la veille au soir, dans l'espoir de rejoindre les rives européennes. Les 122 rescapés ont rejoint neuf autres migrants déjà à bord du navire humanitaire après avoir été secourus le mercredi 12 octobre. Ces personnes se trouvaient sur "*un petit bateau en fibre de verre*" en détresse, situé dans les eaux internationales à proximité la Libye.

SEA-EYE 4

Il étant immobilisé à Borriana en Espagne pour maintenance

SEA WATCH 3

Après avoir sauvé 428 personnes en détresse en mer, le Sea-Watch 3 de l'ONG allemande Sea-Watch a été arrêté par les autorités maritimes italiennes le 21 septembre, à Reggio en Calabre. L'ONG a dénoncé une intensification politique de « la criminalisation de la migration et du sauvetage civil en mer ». Quelques jours plus tard, la même ONG, Sea-Watch, a annoncé l'achat et la restauration prochaine d'un nouveau navire destiné aux activités de recherche et de sauvetage : le Sea-Watch 5.

<https://sosmediterranee.fr/regards-sur-la-mediterranee-centrale/48-nouvelle-detention-dun-navire-civil-et-de-nombreuses-victimes-a-la-suite-de-terribles-naufrages/>

LE HUMANITY 1 (ANCIEN SEA WATCH 4)

Il est dans le port de Palerme pour des entraînements.

LIBYE

Les 7 et 8 octobre, **483 migrants au total, et de nationalités différentes, ont été arrêtés** en mer lors d'opérations distinctes. Tous ont été débarqués au port de Zaouia. Samedi 8 octobre 2022, une quarantaine de personnes - repérées dans un premier temps dans la SAR zone maltaise par le Seabird, l'avion de reconnaissance de Sea-Watch International – ont finalement été interceptées par les garde-côtes libyens, dont la formation et l'équipement sont financés par l'Union européenne. Dimanche 9 octobre 2022, 103 personnes originaires d'Afrique subsaharienne qui naviguaient sur un canot pneumatique ont été interceptées au large de Sabratha. Elles ont été emmenées au port d'Al Maya puis transférées dans un centre de détention appartenant à la milice de l'Autorité de soutien à la stabilité (SSA), indique Migrant Rescue Watch, un compte Twitter proche des garde-côtes. Rapidement après leur retour sur le sol libyen, ces exilés sont jetés dans les prison du pays, où les conditions de vie sont déplorables.

https://news.un.org/fr/story/2022/10/1128697?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=9b4d7c905f-EMAIL_CAMPAIGN_2022_10_11_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-9b4d7c905f-107916625

Aucun navire humanitaire ne sillonne la mer Méditerranée au 11 octobre 2022.

UNION EUROPÉENNE

MEDITERRANEE, MIROIR DES FAIBLESSES DE L'UE

La crise de 2015 a illustré la panne de la gouvernance européenne sur la question

migratoire. Les désaccords entre États au sein de l'Union européenne sont nombreux et paraissent insolubles : accueil des migrants et des demandeurs d'asile, répartition au sein de l'espace européen, politique des retours... Alors qu'ils n'arrivent pas à trouver entre eux de terrain d'entente, les pays européens ont de plus en plus tendance à donner les clés de l'Europe à des États voisins, parfois instables ou peu démocratiques, transformant la question de la migration et de l'asile en une question beaucoup plus géopolitique.

FRONTEX

L'agence des garde-frontières et des garde-côtes de l'Union européenne Frontex, **a réagi à la publication de l'intégralité du rapport de l'OLAF** (office européen de lutte anti-fraude) par plusieurs ONG et médias. *"L'Agence prend au sérieux les conclusions des enquêtes, audits et examens, et les utilise comme des opportunités pour changer et s'améliorer"*, a déclaré Frontex le 14 octobre 2022. Frontex n'avait pas traité correctement des preuves de refoulements d'exilés aux frontières maritimes et terrestre, allant jusqu'à les dissimuler. Or, ces "pushback" sont contraire au droit international et européen, puisqu'ils empêchent tout examen d'une demande de protection. L'agence ne nie plus sa responsabilité dans les accusations détaillées par l'enquête de l'OLAF. Elle reconnaît volontiers de "graves fautes de conduites" commises par les dirigeants de Frontex d'alors. Frontex qualifie ces actes répréhensibles de *"pratiques du passé"*. L'agence affirme ainsi avoir pris, depuis, des *"mesures correctives"*. Par exemple, Frontex déclare avoir renforcé les procédures de signalement des incidents graves, y compris en ce qui concerne les refoulements. Frontex assure avoir établi à la fin de l'été 2022 *"un plan d'action pour réparer les torts du passé et du présent et pour engager un dialogue structuré"* avec les autorités grecques.

ALLEMAGNE

En Allemagne, la communauté ukrainienne se montre sceptique à l'idée d'accorder l'asile aux Russes qui tentent d'échapper à la mobilisation partielle décrétée par Vladimir Poutine. Plusieurs dizaines de milliers de Russes ont déjà fui vers la Géorgie voisine, alors que la Pologne et les pays baltes ont pratiquement fermé leurs frontières aux ressortissants russes. L'Allemagne peut-elle vraiment refuser une protection internationale à ceux qui ne veulent pas être enrôlés dans l'armée russe ?

Plusieurs déclarations : Le ministre allemand de la Justice : *"Ceux qui détestent la politique de Poutine et aiment la démocratie libérale sont les bienvenus en Allemagne"*. Le Premier ministre de la région de Basse-Saxe : *"Soutenir ces personnes et leur donner un refuge est une réaction naturelle"*. La secrétaire parlementaire du parti des Verts : *"toute personne qui ne veut pas participer à la guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine [...] et qui fuit la Russie, doit se voir accorder l'asile en Allemagne."* Chaque déserteur à qui l'on accorde l'asile est un soldat de moins pour l'armée de Poutine.

Le ton est toutefois différent dans l'opposition : Certains estiment également qu'accorder l'asile aux déserteurs russes est une erreur politique. *"Il ne s'agit pas de figures de l'opposition ou de dissidents. Ce sont des hommes qui ne veulent tout simplement pas risquer leur vie. Ils n'avaient aucun problème avec la politique russe jusqu'à il y a quelques jours, et maintenant ils se sont réveillés. Mais ce n'est pas à l'Occident de protéger ces personnes."* Une l'interprète ukrainienne, qui vit et travaille en Allemagne depuis 20 ans se dit choquée de l'offre d'accueil soutenue par une partie des politiques allemands, depuis que le président russe Vladimir Poutine a annoncé la mobilisation partielle, afin de grossir les rangs de l'armée russe en Ukraine. *"La Russie réunira ses 300 000 ou un million de réservistes d'une manière ou d'une autre. Laisser entrer quelques déserteurs en Allemagne ne changera rien à ce fait - cela signifiera simplement que nous aurons un gros problème de sécurité ici."*

L'asile est accordé au cas par cas et implique un contrôle de sécurité. Par ailleurs, les

objecteurs de conscience russes qui se trouvent déjà dans un pays tiers, comme la Géorgie ou la Turquie, ne peuvent déposer de demande, ce qui limite grandement d'éventuelles arrivées de Russes en Allemagne. Plus d'un million de personnes originaires d'Ukraine se sont enregistrées en Allemagne depuis le début de la guerre en février, principalement des femmes et des enfants. *"Nous sommes déjà débordés ici en Allemagne par l'accueil des femmes et des enfants ukrainiens, par la recherche de logements et la vérification des documents. De nombreuses régions disent être surchargées et qu'elles ne peuvent plus accueillir de réfugiés. Où iront ces hommes venus de Russie ? Comment ce contrôle de sécurité va-t-il se dérouler ? " " Nous sommes déjà régulièrement confrontés à des provocations lors de manifestations, où des personnes d'origine russe tentent de provoquer les participants. L'Allemagne n'est pas consciente de la menace sécuritaire qui plane sur le pays"*.

Forte de près de 150 000 personnes, l'Allemagne abrite la plus grande communauté de la **diaspora yazidie** au monde. La religion a été une raison majeure de la persécution de la minorité yazidie pendant des siècles. *"Notre religion est une religion pacifique"*. Elle mélange **des éléments de l'islam mais aussi du christianisme**. À Bad Saarow, une petite ville tranquille dans le brandebourg, un manoir est devenu **un centre d'hébergement** géré par Caritas, l'organisation d'aide humanitaire catholique. L'établissement est gardé par du personnel de sécurité 24 heures sur 24 et les visiteurs doivent s'enregistrer. Outre 17 ukrainiens et 11 personnes de divers nationalités, le centre abrite 51 Yazidis qui ont survécu aux atrocités commises par l'organisation État islamique. Tous les résidents yazidis suivent quotidiennement des cours obligatoires de langue allemande et d'intégration, presque toutes les résidentes suivent des séances de psychothérapie et d'art-thérapie. Les enfants, les adolescents et les jeunes adultes fréquentent les écoles de Fürstenwalde, la ville la plus proche. D'autres sont sur le point de suivre un apprentissage, et quelques-uns ont déjà trouvé un emploi rémunéré. Une famille avec trois enfants (2, 4 et 10 ans) partage deux chambres séparées, de taille moyenne, au troisième étage. Chaque mois, ils reçoivent environ 1 300 euros pour vivre. On estime que 327 000 réfugiés yazidis vivent toujours dans des camps de déplacés en Irak. La violence se poursuit également. Au mois de mai, environ 1 000 familles ont fui les combats dans la région de Sinjar entre l'armée irakienne et une milice yazidie.

La ministre de l'Intérieur, a fait savoir, mardi 11 octobre 2022, que les **contrôles aux frontières avec l'Autriche seraient prolongés**. *"Un nombre significativement plus important de personnes arrivent en Europe, et cela m'inquiète"*, a-t-elle déclaré à l'issue d'une réunion avec les dirigeants des États et des municipalités allemands sur la manière de faire face à l'augmentation du nombre de migrants. Ces contrôles, qui devaient bientôt expirer, seront maintenus six mois de plus à partir de novembre 2022.

BELGIQUE

Pour la première fois, ce jeudi 13 octobre 2022, des familles avec enfants, enregistrées comme demandeuses d'asile, n'ont **pas trouvé de place dans le système d'accueil** et d'hébergement géré par Fedasil (l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile, sous tutelle de l'État). Quelque 125 personnes sont concernées. En début de semaine, 21 mineurs non-accompagnés, malgré leur enregistrement officiel, se sont également vus refuser l'entrée dans le dispositif d'accueil. Or, ces publics étaient déjà priorisés, depuis plusieurs mois, par le gouvernement belge, face à la saturation du dispositif d'accueil. *"Là, on franchit des lignes rouges. La crise qui s'enlise depuis un an devient encore plus grave"*, s'inquiète la chargée des questions de protection internationale et d'accueil du réseau belge Ciré (Coordination Initiatives pour Réfugiés Etrangers). Face à la situation critique cette semaine, Fedasil a demandé le renfort des ONG. Celles-ci ont aidé à trouver des solutions d'urgence en payant des nuits d'hôtel à un certain nombre de familles et de MNA. *"Ce sont les ONG qui pallient au manque d'actions de l'État"*. Le réseau Ciré milite depuis des mois, aux côtés d'autres organisations, *"pour des mises à l'abri immédiates dans les hôtels. Mais cette solution avait été balayée par le gouvernement"*. la secrétaire d'État : *"La triste réalité est que l'afflux augmente de manière disproportionnée dans quelques États membres européens seulement, dont la Belgique, et que cette situation n'est plus tenable. Je viens de le souligner à nouveau lors de ma rencontre avec la Commissaire européenne, Ylva Johansson"*. *"Le système se heurte simplement à ses limites*

*opérationnelles. Fedasil et ses partenaires comme la Croix-Rouge et Rode Kruis ne trouvent pas assez de personnel pour rendre tous les sites pleinement opérationnels. Il n'y a pas de solution miracle à cela. Dans le cadre des contraintes de capacité que nous avons, nous donnons la priorité aux plus vulnérables". Fedasil, qui a déjà ouvert plus de 5 000 places et engagé 600 collaborateurs supplémentaires depuis le début de l'année 2022, pointe avant tout un problème de manque de personnel. Ce manque entraîne notamment des délais de traitement des dossiers d'asile plus longs, donc un turn-over moindre des places d'accueil. Les associations proposent de s'appuyer sur les sites ouverts pour l'accueil des ressortissants ukrainiens, sous-utilisés depuis, comme le centre Ariane à Woluwé. Ce n'est que cette semaine que celui-ci a commencé à accueillir d'autres demandeurs d'asile, dont des mineurs isolés. Mais il est rapidement devenu plein à son tour : d'où **l'absence de solutions pour les 21 MNA et les familles cette semaine**. "Il faut à la fois réquisitionner du personnel ; proposer des mises à l'abri plus importantes dans des hôtels, auberges de jeunesse et bâtiments vides ; rationaliser les sites sous-utilisés pour les Ukrainiens...". "Il y a toute une série de solutions à court et long terme qui permettraient de souffler et de commencer à sortir de cette crise".*

ESPAGNE

Dimanche 2 octobre 2022, les secours en mer espagnols ont retrouvé quatre corps sans vie dans une embarcation à la dérive, à quelque 280 kilomètres de l'île de Grande Canarie. Ils ont été récupérés et emmenés dans la ville principale de l'île, Las Palmas, dans la nuit de dimanche à lundi. Quelques heures plus tôt, samedi, l'unique survivant (ivoirien de 27 ans) de ce **bateau pneumatique** a été secouru par un navire marchand. Ce dernier avait tenté de récupérer les corps, mais en a été empêché par les mauvaises conditions en mer. Il a d'abord été héliporté à Gando, à Grande Canarie, puis transféré en ambulance dans un hôpital de l'île. *"Bien que conscient, il montrait des signes d'hypothermie"*. 34 personnes au total l'accompagnaient dans ce canot. Vingt-neuf exilés sont donc portés disparus.

Dimanche 2 octobre 2022, 61 personnes dont cinq mineurs ont été secourues à environ 79 kilomètres au sud de Tenerife. Tous sont en bonne santé et ont été transférés au port de Los Cristianos.

Cette année, plus de **11 500 migrants ont réussi à atteindre l'archipel** espagnol depuis l'Afrique, selon des chiffres du gouvernement espagnol arrêtés au 15 septembre 2022. 978 personnes sont mortes en tentant la traversée depuis début 2022.

Mardi 4 octobre 2022, trois migrants marocains naviguaient, désorienté, à bord d'un **kayak** dans les eaux du détroit de Gibraltar. Les trois Marocains espéraient atteindre les côtes de Cadix. Peu après 4 heures du matin un navire marchand a alerté le Centre de coordination de trafic qu'un bateau naviguait à environ 4,8 kilomètres au sud-est de Tarifa (Cadix). Les trois hommes migrants, sauvés par les autorités maritimes, en bonne santé, ont été transférés au port d'Algésiras.

Mercredi 5 octobre 2022, trois bateaux de migrants ont été secourus par les garde-côtes au large de Lanzarote, dans les **Canaries**. Ces arrivées font de cette île le premier "port" de débarquement pour les candidats à l'exil dans l'archipel espagnol. 4 919 personnes sont arrivées à Lanzarote à bord de petits bateaux et de canots pneumatiques depuis le début de l'année 2022 soit 31 embarcations de plus que celles comptabilisées à Grande Canarie. Ces derniers mois, **la route canarienne a dévié**. Les points de départ se sont déplacés plus au nord : les embarcations partent désormais davantage depuis la côte qui va de Tan-Tan (sud du Maroc) à Laayoune (au nord du Sahara), juste en face de Lanzarote et Fuerteventura, à environ 100-150 kilomètres. Auparavant, les migrants embarquaient plus de Dakhla (sud du Sahara) ou de Nouadhibou (Mauritanie). Parallèlement, les bateaux pneumatiques ont remplacé les bateaux en bois comme principal moyen de transport. Depuis 2019 et l'intensification des patrouilles en mer Méditerranée, la route migratoire des côtes africaines aux îles Canaries **est bien plus empruntée**. Cette année (jusqu'au 15 septembre 2022), plus de 11 500 migrants ont réussi à atteindre l'archipel espagnol depuis l'Afrique.

Mercredi 12 octobre 2022, 33 migrants (des hommes, et cinq mineurs), dans une simple barque en bois, ont été sauvés à une dizaine de kilomètres au sud de l'île **de Gran Canaria** par les

équipes espagnoles. Tous ont pu être débarqués sains et saufs au port d'Arguineguín, au sud de Gran Canaria, à la mi-journée. A l'aube, 48 migrants nord-africains dont l'embarcation dérivait cette fois entre les îles de La Graciosa et Lanzarote, ont été secourus. Cinq femmes et deux enfants se trouvaient à bord. Tous les naufragés ont pu être secourus. Ils ont été débarqués sur un port de l'île d'Arrecife. La Croix-Rouge a pris en charge les premiers examens sanitaires, mais l'un des naufragés a dû être transféré immédiatement vers un centre de soins. Un autre sauvetage s'est déroulé au large de l'île de Fuerteventura. Cinquante-six exilés d'origine subsaharienne sur une embarcation à la dérive ont été secourus par un navire, mardi 11 octobre 2022 en fin d'après-midi. Sur le canot se trouvait une femme décédée, ont constaté à leur arrivée les secours. Les survivants ont expliqué que cette femme voyageait seule. Le départ se serait fait depuis Tarfaya, ville côtière marocaine. En début de soirée, ces naufragés ont été débarqués à Puerto del Rosario, principal port de l'île de Fuerteventura. La Croix-Rouge les a pris en charge. Tous les survivants sont en bonne santé.

Mardi 11 octobre 2022, les secours espagnols ont porté assistance à 25 migrants algériens, répartis sur deux canots, qui déviaient au large de la province espagnole d'Alicante. Tous les naufragés étaient des hommes, à l'exception d'une jeune fille mineure. D'après leurs témoignages, cela faisait près de 48 heures qu'ils déviaient en mer.

FINLANDE

La Finlande a annoncé qu'elle allait ouvrir ses portes à un total de 1 050 réfugiés en 2023. Elle va se plier à une politique de quotas établie par les Nations unies en ce qui concerne la répartition des réfugiés en Europe. Les réfugiés qui y seront accueillis viendront principalement de Syrie, d'Afghanistan et de République démocratique du Congo. *"La Finlande accueillera un total de 420 réfugiés syriens venus du Liban et de Turquie, 210 réfugiés afghans d'Iran, et 160 réfugiés congolais de Zambie selon le quota de réfugiés de 2023. Ajouté à cela, la Finlande acceptera 130 réfugiés évacués de Libye vers le Rwanda et également 30 réfugiés apatrides"*, ont déclaré les ministres de l'Intérieur et de la Justice dans un communiqué conjoint. La Finlande s'est illustrée ces dernières années par sa rudesse en ce qui concerne l'accueil des migrants. Les autorités n'avaient pas hésité à renvoyer des migrants irakiens dans leur pays encore en guerre. Plus récemment, la Finlande - tout comme la Suède - a promis de faciliter les extraditions vers la Turquie un accord signé en juin 2022, visant à obtenir le soutien du gouvernement turc pour son adhésion à l'OTAN. La large communauté kurde et les opposants turcs, vivant en exil en Finlande, craignent depuis des persécutions politiques.

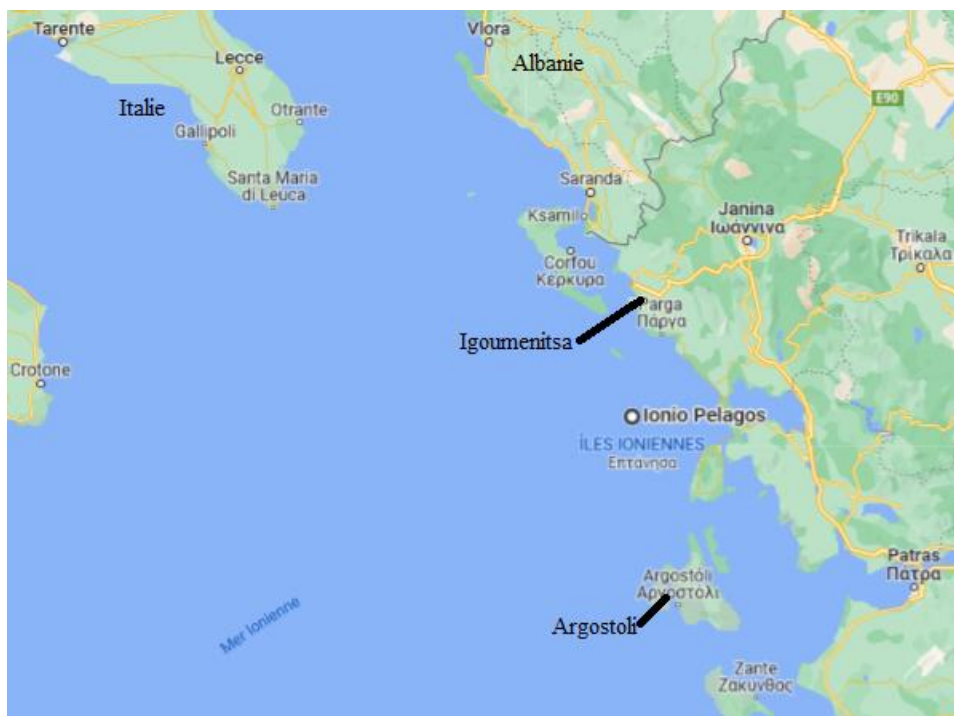
GRECE

Un groupe de 56 demandeurs d'asile a été secouru samedi 1^{er} octobre 2022, à la nuit tombée, près de l'île de Céphalonie après une longue journée d'attente. Leur embarcation se serait trouvée en difficulté, en prise avec des vents forts, mais les passagers auraient refusé dans un premier temps d'être secourus par les garde-côtes grecs. *"Tout au long de la journée, les migrants ont affirmé par radio qu'ils n'accepteraient aucune aide des bateaux proches ni des autorités grecques"*. Ils auraient eu peur d'être renvoyés illégalement. Un signal de détresse avait été identifié le jour même dans la mer Ionienne par Alarm Phone, concernant une embarcation comprenant 40 à 50 personnes, faisant état d'une opération de sauvetage impliquant trois bateaux. Alors que les conditions météorologiques s'aggravaient, les passagers, dont la nationalité n'a pas encore été communiquée, ont finalement accepté le secours d'un pétrolier battant pavillon singapourien. Ils ont ensuite été mis à l'abri au port d'Igoumenitsa à quelques deux-cents kilomètres au nord de Céphalonie. Des recherches en mer se sont poursuivies pour retrouver d'autres éventuels demandeurs d'asile.

Les migrants sont de plus en plus nombreux à entreprendre la longue et périlleuse traversée via la route dite "calabraise" pour rejoindre le sol européen. Elle les mène en sept jours de navigation des côtes turques en Calabre, dans le sud de l'Italie, en contournant la Grèce.

Au total, près de 1 500 personnes ont été officiellement secourues par les garde-côtes dans les eaux territoriales grecques depuis le début de l'année. Des organisations de défense des droits de l'Homme estiment quant à elles que des centaines d'autres exilés ont été illégalement refoulés sans

même avoir pu déposer de demande d'asile, ce que démentent les autorités grecques.



17 personnes sont décédées dans un **nauffrage au large de l'île de Lesbos**, dans la nuit de mercredi 5 à jeudi 6 octobre 2022. Parmi elles, 16 jeunes femmes africaines, et un jeune homme ; "Les femmes étaient toutes originaires de pays africains, âgées de 20 ans et plus". L'embarcation qui a coulé transportait 40 personnes.

L'opération de secours a démarré au petit matin. Dix femmes ont pu être sauvées par les garde-côtes. Celles-ci étaient "dans un état de panique totale". "Nous essayons encore de comprendre ce qui s'est passé." Au moins treize personnes sont encore portées disparues. "Il y a une recherche menée sur terre ainsi qu'en mer et nous espérons que les survivants ont réussi à débarquer". Le bilan des victimes s'élève à 18 personnes, selon les garde-côtes qui poursuivent les recherches en mer. Vingt-huit personnes somaliennes ont été secourues.

Un second naufrage a eu lieu, au niveau de l'île de **Cythère**, dans la même nuit. Un voilier transportant 95 personnes a heurté des rochers au niveau du village portuaire de Diakofti, et a pris l'eau. Dès minuit, les pompiers, sauveteurs et bénévoles locaux se sont précipités sur les lieux du naufrage. Tous ont fait descendre des cordes le long des falaises afin d'aider les survivants à les escalader. La remontée par les cordes a été sécurisée autant que possible, le vent soufflant à près de 100 km/h à ce moment-là. Quarante migrants ont ainsi été secourus. Leurs nationalités ne sont pas encore connues. Pendant que certains grimpaient, les autres patientaient sur de petites zones rocheuses en contrebas, secoués par les vagues. "Tous les résidents ici sont descendus au port pour essayer d'aider". "Nous avons vu le bateau se briser contre les rochers, et les gens grimper pour essayer de se sauver. C'était une vision inimaginable." "Les vagues étaient trop hautes, environ 6 mètres", a décrit, un survivant d'Afghanistan. "Nous avons essayé de sauver nos vies, mais la plupart de nos amis sont morts." Quinze personnes sont encore portées disparues. Cinq corps ont été retrouvés vendredi 7 octobre 2022 sur l'île de de Cythère, et 6 autre corps le 8 octobre 2022. Le voilier a été "complètement détruit", selon une porte-parole des garde-côtes. L'opération de secours a permis de sortir de l'eau 80 personnes, dont sept femmes et 18 mineurs. Treize d'entre elles ont été emmenées à l'hôpital de l'île pour y recevoir des soins. Les autres rescapés ont été mis à l'abri dans une école. De la nourriture et des vêtements leur ont été fournis. Selon une 'agence de presse que les garde-côtes grecs étaient arrivés "deux ou trois heures trop tard". L'un des rescapés, soupçonné d'être un passeur, a été arrêté.

Ces derniers mois, les passeurs ont changé d'itinéraire "dans le but d'éviter les eaux fortement surveillées autour des îles grecques près de la côte turque", et Cythère se trouve sur cet itinéraire. "Il faut mettre la pression sur la Turquie au niveau de l'UE pour empêcher les départs illégaux depuis ce pays, sinon les pertes humaines vont continuer", a assuré samedi 8 octobre 2022, le ministre des Migrations grec, à la conférence du MED5 à Paphos, qui réunit les cinq pays

méditerranéens en première ligne pour l'accueil de migrants (Grèce, Espagne, Chypre, Malte et Italie). Pour le ministre de la marine marchande et de la politique insulaire, jeudi 7 octobre : *"Une fois de plus, la tolérance de la Turquie envers les trafiquants impitoyables a coûté des vies humaines. Tant que les garde-côtes turcs n'empêcheront pas leurs activités, les trafiquants entasseront des personnes misérables, sans mesures de sécurité, dans des bateaux qui ne peuvent pas résister aux conditions météorologiques, mettant leur vie en danger de mort."* Pour nombre d'ONG, ces accidents seraient en fait conséquents des nombreux pushbacks violents opérés en mer Égée par les garde-côtes grecs. De peur des refoulements, les migrants – et les passeurs – empruntent donc plus souvent cette année **la route Calabraise**, qui contourne les îles grecques pour rejoindre directement l'Italie.

ITALIE

Un érythréen, de 35 ans, suspecté d'être **le chef d'une organisation prolifique de trafic de migrants**, a été arrêté en Ethiopie après 2 ans de cavale et **extradé pour être jugé en Italie**. Sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis 2020 pour participation à la criminalité organisée internationale et aide à l'immigration clandestine, le passeur figurait sur la "notice rouge" d'Interpol. L'homme a été arrêté alors qu'il s'apprêtait à voyager vers l'Australie, où d'autres membres de son réseau opèrent.

ITALIE - LAMPEDUSA

Des commémorations ont eu lieu le 3 octobre 2022, à Lampedusa, pour rendre hommage aux disparus en cette date anniversaire : 3 novembre 2013, de ce naufrage devenue « journée nationale du souvenir des victimes de l'immigration » en Italie. Particulièrement touchée par les arrivées massives de migrants, l'île de **Lampedusa** voit ses structures d'accueil débordées. le discours anti-immigration a gagné du terrain dans le pays, porté désormais par la candidate d'**extrême-droite** victorieuse aux dernières élections législatives.

ITALIE - CROTONE

Sur l'ensemble des côtes italiennes, plus de 71 000 personnes ont débarqué entre janvier et fin septembre 2022, soit trois fois plus qu'en 2020 sur la même période. L'augmentation se ressent en **Calabre**, cette région de l'extrême sud de l'Italie, dans la pointe de la botte, qui est un point de chute pour les migrants venus du Moyen-Orient et d'Afrique depuis plusieurs années. Les arrivées ont lieu surtout à **Crotone**, ou à deux heures de route de là, à Roccella Ionica. *"Cet été, on a vu des bateaux quasiment tous les jours, parfois deux fois par jour"*, commente le maire de Crotone, (60 000 habitants). Deux jours auparavant, un bateau est encore arrivé.

Les vestiges des traversées sont gardés sous haute sécurité dans le port de la ville. Là, à même le béton, trônent une cinquantaine de bateaux, surtout des voiliers et quelques gros bateaux de pêche. Certains ont leur voile déchiquetée, laissant imaginer la violence de la traversée. Ceux qui ont pris place à bord de ces embarcations sont pour beaucoup des Égyptiens arrivés des côtes libyennes en quatre à sept jours en moyenne. Ils sont aussi des migrants venus de plus loin, de la Turquie ou du Liban, au prix d'un périple extrêmement dangereux à travers la Méditerranée pouvant durer deux semaines. Auparavant, ces candidats à l'exil se seraient arrêtés plus tôt en route, mais la donne a changé. *"Ils préfèrent éviter les refoulements en Grèce et la route des Balkans. On a même vu récemment des personnes sur des bateaux passer à côté de Lampedusa sans s'y arrêter. Ils ont eu vent de mauvais traitements là-bas, et de l'incapacité de certains migrants à sortir du centre de l'île. Ils décident donc, d'entrée, de mettre le cap sur la Calabre"*.

Malgré l'austérité du vaste complexe, un ancien site militaire, il règne une ambiance de colonie de vacances dans le **centre d'accueil** de Sant'Anna, situé à l'extérieur de la ville de Crotone où débarquent ceux qui ont rejoint l'Italie par la mer. Ils étaient 511 au total jeudi 29 septembre 2022, dont environ 200 mineurs non accompagnés, à être hébergés dans ce lieu géré par la Croix-Rouge italienne. *"Je suis bien traité. Au centre, on a du choix niveau nourriture et il y a même des distributeurs automatiques"*. Les allers et venues sont autorisées de 8h à 20h - et prend un bus qui l'emmène dans le centre-ville de Crotone. *"Quand on va en centre-ville, les gens nous sourient et nous*

traitent avec respect". "J'espère pouvoir faire venir mes enfants ici dès que j'obtiens l'asile et que je trouve du travail."

Le maire se désole du résultat des élections du 25 septembre 2022, qui ont vu l'accession de l'extrême droite au pouvoir en Italie. Il redoute un durcissement envers ceux qui entrent illégalement dans le pays. À contre-courant, **lui affiche son empathie envers les migrants**. Crotone fait d'ailleurs partie des villes italiennes accordant la citoyenneté d'honneur aux enfants nés en Italie de parents migrants. *"Ils ont traversé tant de choses, le désert, la prison (en Libye, ndlr). Ici, ils veulent tout reconstruire"*. En leur hommage, il a décidé de faire un geste : sauver de la démolition l'une des embarcations trouvées en mer. Il s'agit d'un bateau de pêche en bois, arrivé sur les côtes calabraises en mars 2020. Il va être confié à un artiste puis exposé dans la ville début 2023. *"Ce sera un symbole de paix et d'accueil."* Le mal de mer, le manque de nourriture, la fatigue et la peur.

Survivants de traversées longues de plusieurs jours en mer, les migrants qui débarquent en Calabre ne cachent pas leur soulagement. Les migrants arrivent en Calabre depuis la Libye surtout. Dans ce cas-là, ils naviguent à bord de voiliers. Ils peuvent aussi venir de plus loin, de la Turquie ou du Liban, moyennant alors de gros bateaux de pêche en bois. Beaucoup disent avoir pensé à la mort sur les bateaux surchargés dans lesquels ils ne pouvaient pas faire le moindre mouvement, faute de place. *"Je suis heureux et reconnaissant"* : son destin s'ouvre à présent devant lui. Hébergés dans le centre d'accueil Sant'Anna, nombre d'exilés ont un visage lumineux. Ces hommes viennent de fouler pour la première fois le sol européen, concrétisant des projets de migration parfois vieux de plusieurs années. Ils ne sont pas encore désillusionnés, frustrés ou découragés, comme le deviennent souvent ceux qui se frottent aux systèmes d'accueil, aux lois sur l'asile et aux politiques d'intégration des différents pays européens. Pour l'instant ils savourent simplement le fait d'être en vie. *"J'ai eu l'impression de revenir à la vie quand je suis arrivé en Italie. La traversée, c'était comme une mort lente. Ils racontent des journées en mer terribles au cours desquelles ils étaient les témoins passifs et statiques d'une traversée à l'issue incertaine. Avec " le mal de mer, le manque de nourriture, la fatigue et la peur." "Durant le voyage, on n'avait que de l'eau et des dattes. Mais avec le mal de mer, on ne pouvait de toute façon rien boire ni manger"*. Sur les voiliers en provenance de Libye, il n'est pas rare que les migrants soient parqués à l'intérieur, par dizaines, dans des espaces exigus. *"Ils ne sont pas autorisés à aller sur le pont"*, détaille un responsable de la Croix-Rouge qui intervient lors des débarquements de migrants. Il décrit une stratégie des passeurs. *"De cette manière, les migrants ne sont pas visibles et le bateau peut passer pour une embarcation de touristes"* aux yeux d'éventuels autres plaisanciers ou navires marchands croisés en chemin. *"En moyenne, ils restent serrés les uns contre les autres pendant quatre à sept jours."* Outre l'inconfort physique, les survivants évoquent à demi-mot l'isolement qu'ils ont ressenti au milieu de la mer. *"Quand on naviguait, on a croisé un gros bateau de pêche, mais il ne s'est pas arrêté."* En Méditerranée, c'est en effet le chacun pour soi qui prime. Les *"conducteurs"* des embarcations, ces personnes chargées par les passeurs de prendre la barre en échange généralement d'une traversée gratuite, sont par ailleurs décrits comme des individus désolidarisés du groupe qui dépend pourtant d'eux. *"Il y avait trois conducteurs à bord de notre bateau. À notre arrivée en Italie, ils ont tous disparu"*. Il arrive que les conducteurs détruisent intentionnellement les moteurs des bateaux une fois arrivés dans les eaux italiennes. Ils les jettent alors par-dessus bord en même temps que les GPS et les téléphones. Les conducteurs peuvent ainsi se fondre dans la masse des migrants, sans risquer les sanctions qui visent particulièrement ceux qui occupent ce rôle.

ITALIE -CARMINI

Camini est un bourg de Calabre qui surplombe une vallée d'oliviers plongeant dans la mer. Dans les années 1990, les habitants ont déserté Camini, où vivent 800 personnes, faute au manque d'emploi dans cette région pauvre. Sur ses hauteurs, la vie a repris timidement ces dernières années. *"Tout ce qui est là est lié aux migrants"* : Un bar restaurant, 4 classes dans l'école, un distributeur automatique de billets.

Un enfant du pays, de 45 ans a dû quitter son village natal à la vingtaine, la mort dans l'âme, pour trouver du travail ailleurs. De retour quelques années plus tard, il a cofondé en 1999 la coopérative EuroCoop Camini dans le but de contenir l'hémorragie des habitants en créant des emplois. Mais les choses n'ont vraiment changé qu'à partir de 2016, quand la municipalité a remporté un appel à projets du ministère de l'Intérieur concernant l'accueil de migrants. Selon ce projet, EuroCoop, Camini touche 35 euros par jour et par migrant pour couvrir leurs besoins du quotidien et leur logement. Aujourd'hui environ 150 migrants, venus d'Afghanistan, du Maroc, de Tunisie, de Libye, du Soudan du Sud, du Pakistan, du Bangladesh, du Nigeria, de Syrie, vivent à Camini, ce qui en fait l'une des communes de la péninsule au plus fort taux d'immigrés parmi sa population. Leur présence, à elle seule, a suscité un élan de solidarité d'organismes qui ont injecté de l'argent dans les caisses du village. La coopérative embauche 18 personnes et a ouvert plusieurs ateliers d'artisanat dans lesquels travaillent des réfugiés : céramique, travail du bois, création de vêtements et d'art. *"La première arabe"* de Camini. Arrivée en 2016, cette Syrienne de 43 ans et mère de cinq enfants a fui Damas en 2013 pour le Liban. Après trois ans de misère, sans travail, elle a pu bénéficier du programme de relocalisation du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et démarrer une nouvelle vie en Italie, à Camini. En Syrie, son frère et sa mère ont été tués en même temps dans un bombardement. *"C'était difficile au début, surtout à cause de la barrière de la langue"*. Elle a depuis appris les rudiments de l'italien et à manier le métier à tisser. Dans un local du village, elle confectionne de petits tapis et des sacs, qui sont mis en vente dans une boutique attenante. Les acheteurs par ici sont rares mais, quoi qu'il en soit elle touche environ 500 euros par mois ce travail. *"Les gens sont gentils et accueillants. Je trouve que leur mentalité est similaire à celle des arabes car ils sont très proches de leur famille, les plus âgés vivent avec leurs enfants et petits-enfants"*. *"Je ne suis pas inquiète quand ma fille sort le soir dans le village, je suis en sécurité ici. Mais la Syrie me manque."* Un jeune pakistanais : *"Mes parents adorent Camini, mais le problème, c'est les transports. Ils ont besoin de se rendre régulièrement à la préfecture pour renouveler leur titre de séjour, et je dois y aller avec eux pour traduire. Mais c'est si loin que ça me fait rater à chaque fois une journée d'école."* L'adolescent fêtera ses 18 ans en décembre : *"La première chose que je vais faire, c'est trouver une voiture."* Pour le maire : *"La coopérative donne aux personnes de l'espoir et aux jeunes, une nouvelle vie"*. Pour sa commune, le constat est positif même si la vie est différente d'antan. *"Nous ne serions pas là sans les migrants. Tout le monde serait parti de Camini"*. *"Certains disent qu'on en fait plus pour les migrants que pour les Italiens. Mais beaucoup d'Italiens ne veulent tout simplement pas s'impliquer dans la communauté"*. *"Je ne suis en tout cas pas inquiet à l'idée que notre culture se perde. Il y a toujours beaucoup plus d'Italiens que de migrants ici et les jeunes qui arrivent apprennent notre culture par le biais de l'école. Qui sait, peut-être qu'un jour l'un d'eux sera le nouveau maire. Un maire qui s'appellera Mohamed. Et alors ? Cela n'a aucune importance."*

LETTONIE

Dans un rapport publié le jeudi 13 octobre 2022, Amnesty International accuse la Lettonie de pratiquer **une politique "fondamentalement raciste et discriminatoire"** dans son traitement des migrants et des demandeurs d'asile à la frontière avec la Biélorussie. L'ONG dénonce des violences, détentions arbitraires, refoulements illégaux, coercitions et même de la "torture". Suivant l'exemple de la Pologne et la Lituanie, la Lettonie a déclaré un état d'urgence le 10 août 2021 à sa frontière avec la Biélorussie, accusant Minsk d'orchestrer un afflux de migrants pour faire pression sur l'Union européenne. Selon les chiffres cités dans le rapport d'Amnesty International, 6 676 tentatives d'entrée sur le territoire letton ont depuis été comptabilisées entre l'été 2021 et mai 2022 - mais ce chiffre est surtout dû à de multiples tentatives par les mêmes individus. L'ONG dénonce une réponse démesurée : "la réaction répressive à l'égard des réfugiés et des migrants à la frontière biélorusse contraste fortement avec la mobilisation rapide de la Lettonie pour accueillir et donner refuge à plus de 35 000 personnes (à ce jour) qui ont fui Ukraine", explique le rapport. Les migrants interviewés par les équipes d'Amnesty International racontent des sévices qui "dans certains cas, relèvent de la torture". Ces actes de violence, disent-ils, ont été perpétrés par les garde-frontières lettons ainsi que par des "commandos", des "forces spéciales non identifiées, vêtues de noire, armées et le visage couvert", dans les forêts à la frontière ainsi que dans les centres de détention. Le rapport dénonce

également de très nombreux refoulements “illégaux” vers la Biélorussie. *“Les personnes restaient bloquées dans les forêts à la frontière pendant des semaines, voire des mois, exposées à des températures glaciales et victimes de renvois sommaires répétés, souvent violents, vers la Biélorussie, en violation de l'interdiction des expulsions collectives et de l'obligation de non-refoulement”*. En réponse au rapport d'Amnesty, le ministère de l'Intérieur de Lettonie affirme que l'arrêté d'état d'urgence à la frontière “offrait toujours une réelle possibilité d'entrer légalement sur le territoire, notamment en vue de demander l'asile”, et “de déposer une demande de statut de réfugié ou de statut alternatif [à certains] points de passage frontaliers et au centre de détention des étrangers ‘Daugavpils’. Le ministère de l'Intérieur rappelle ainsi que pendant la période d'instauration de l'état d'urgence allant “du 11 août 2021 au 11 octobre 2022, un total de 195 personnes de la frontière entre la Lettonie et la Biélorussie (94 personnes en 2021 et 101 personnes en 2022) ont été autorisés à entrer sur le territoire letton”. “Ces chiffres montrent clairement que les autorités lettones accordent l'attention voulue aux situations individuelles et prennent des mesures pour prévenir les menaces à la vie et à la santé des personnes ”. Amnesty précise cependant que le décret sur l'état d'urgence n'a été modifié pour permettre les demandes d'asile à Daugavpils et aux points de passage frontaliers qu'en “avril 2022”.

Selon les témoignages recueillis, des migrants ont également été détenus dans des centres informels composés de tentes, des “avant-postes pour effectuer des refoulements illégaux” dans des conditions de détention difficiles. Le gouvernement letton affirme quant à lui que ces campements étaient utilisés uniquement pour des raisons humanitaires. La Lettonie doit “faire marche arrière sur ses lois, politiques et pratiques régressives, abusives et discriminatoires dans le contexte de la migration”, conclut le rapport d'Amnesty International.

PAYS-BAS

D'après une note interne du gouvernement néerlandais rédigée il y a deux semaines et envoyée par email au personnel du ministère de la Justice, les Pays-Bas “peuvent recommencer à arrêter des étrangers marocains pour préparer leur expulsion forcée”. “Les relations entre les Pays-Bas et le Maroc se sont considérablement améliorées récemment, y compris dans le domaine du retour”. Le **Maroc, de son côté, a accepté le retour de ses ressortissants**, après des “pourparlers constructifs”. Les deux pays ont signé “un plan d'action”, dans lequel Rabat s'engage à reprendre ses ressortissants. En échange, Amsterdam accepte, entre autres, d'aider le royaume à lutter contre la sécheresse, un domaine dans lequel il possède une expertise reconnue. Utiliser les migrants à des fins diplomatiques est une stratégie régulièrement employée par le Maroc. Une centaine de Marocains seraient déjà identifiés en vue d'une expulsion vers le royaume. Celle-ci concerne notamment les migrants marocains dont la demande d'asile a été refusée. “Les premiers documents de voyage ont déjà été délivrés”.

Le procureur des Pays-Bas s'est félicité, mercredi 5 octobre 2022, de l'arrivée sur son sol, menotté, de l'Érythréen Tewelde Goitom, qu'on surnomme « Walid », 38 ans. Il était le plus craint, le plus violent et le **plus détesté des trafiquants entre l'Afrique de l'Est et la Méditerranée**. Il a semé la terreur entre 2004 et 2008 en Libye. Dans son centre de torture de Bani Walid, il se plaisait à « *parader avec des armes de guerre* » et « *se vantait de violer toutes les femmes qui passaient entre ses mains* ». A l'issue de son procès à Addis Abeba, en 2021, il avait alors été condamné à 18 ans de prison. Les autorités néerlandaises ont toutefois annoncé leur « *intention de traduire en justice les deux hommes et les autres membres* » de leur bande. Car en plus des crimes pour lesquels ils ont été condamnés en Éthiopie, ils sont aussi accusés d'« *extorsion* » par les familles des victimes vivant aux Pays-Bas, raison pour laquelle il ont été réclamés par la justice dans ce pays.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221006-un-responsable-%C3%A9rythr%C3%A9en-de-traffic-d-%C3%AAtres-humains-en-libye-extrad%C3%A9-aux-pays-bas>

ONU – ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a distingué l'ancienne chancelière allemande **Angela Merkel** est la lauréate cette année du **prix Nansen du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)** à Genève. ainsi salué « le courage et la compassion dont a fait preuve l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel pour assurer la protection de centaines de milliers de personnes désespérées ». Ce prix distingue aussi ses efforts pour trouver des « solutions viables à long terme » pour les personnes en quête de sécurité. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a salué sa détermination à protéger les demandeurs d'asile et à défendre les droits de l'homme, les principes humanitaires et le droit international. Plus de 1,2 million de personnes avaient pu rejoindre l'Allemagne en 2016 et 2017 depuis la Syrie et d'autres pays, après les efforts menés par Mme Merkel. « *En aidant plus d'un million de réfugiés à survivre et à se reconstruire, Angela Merkel a fait preuve d'un grand courage moral et politique* ». Pour le HCR, cette distinction est avant tout celle d'un « véritable leadership, faisant appel à notre humanité commune, s'opposant fermement à ceux qui prêchent la peur et la discrimination ». « *Mme Merkel a montré ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les hommes politiques adoptent la bonne ligne de conduite et s'efforcent de trouver des solutions aux défis du monde plutôt que de simplement rejeter la responsabilité sur les autres* ». Le comité de sélection a déclaré qu'il reconnaissait aussi ses efforts pour trouver des « solutions viables à long terme » pour les personnes en quête de sécurité. À l'époque, la chancelière avait déclaré : « *C'était une situation qui a mis nos valeurs européennes à l'épreuve comme rarement auparavant. Il s'agissait ni plus ni moins d'un impératif humanitaire* ». Elle a appelé ses compatriotes allemands à **rejeter le nationalisme** qui divise et les a exhortés à être « *sûrs d'eux et libres, compatissants et ouverts d'esprit* ».

JOURNEE EUROPEENNE DU SOUVENIR ET DE L'ACCUEIL

Il y a neuf ans, **2013**, avait lieu l'un des plus importants drames migratoires identifiés en Méditerranée : « **le naufrage du 3 octobre** » comme on l'appelle encore aujourd'hui avait fait au moins 368 morts, dont 83 femmes et 9 enfants. Ils venaient en majorité d'Erythrée et de Somalie. Le bateau qui transportait quelques 500 migrants a coulé à moins d'un kilomètre du rivage, pourtant les garde-côtes italiens n'étaient arrivés sur place que 45 minutes après avoir été alertés par un bateau de pêche. Des commémorations ont eu lieu à Lampedusa hier pour rendre hommage aux disparus en cette date anniversaire de ce naufrage devenue « journee nationale du souvenir des victimes de l'immigration » en Italie. En Tunisie, une journée de deuil national avait également été décrétée un mois après ce drame, le 3 novembre 2013, à la mémoire des migrants clandestins africains.

Les agences onusiennes (haut-commissariat pour les réfugiés, HCR, Office international des migrations, OIM, et le fonds pour l'enfance, UNICEF) réclament désormais que le 3 octobre devienne officiellement une journée européenne du souvenir et de l'accueil. "Il est inacceptable que des enfants, des femmes et des hommes, des personnes fuyant les guerres, les violences et les persécutions, continuent de perdre la vie en Méditerranée", a souligné à cette occasion la représentante du HCR en Italie. Elle appelle l'Europe à « **s'équiper d'un mécanisme étatique plus prévisible et efficace pour la recherche et le sauvetage en mer et faire en sorte que ceux qui arrivent en quête de protection puissent en trouver et reconstruire leur vie dans la dignité** ». Rien qu'en 2022, 1400 personnes sont déjà décédées ou portées disparues en Méditerranée, stipulent le HCR, l'OIM et l'UNICEF, toujours en écrasante majorité sur la route de Méditerranée centrale. Cette traversée au départ principalement des côtes tunisiennes et libyennes vers l'Italie reste « *la plus mortelle au monde* », selon SOS Méditerranée. L'association explique ce phénomène par « *la très grande distance (300 à 400 km) qui sépare les côtes de la Libye et celles de l'Italie* », « le

manque cruel de capacités de recherche et de sauvetage étatiques » déployées dans la zone, ainsi que « les entraves à l'encontre des navires des ONG et une coordination déficiente, voire inexistante, des garde-côtes libyens ».

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a condamné, dimanche soir, le « **meurtre odieux d'au moins 15 migrants** et demandeurs d'asile », près de la ville côtière méditerranéenne de Sabratha (ouest), accusant les passeurs et appelant à « traduire les auteurs en justice ». (voir ci-dessus, à Méditerranée, Libye).

https://news.un.org/fr/story/2022/10/1128697?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=9b4d7c905f-EMAIL_CAMPAIGN_2022_10_11_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-9b4d7c905f-107916625

APPEL URGENT POUR SOUTENIR DAVANTAGE LES REFUGIES

« *Si nous ne recevons pas au moins 700 millions de dollars supplémentaires, en particulier pour nos opérations les plus sous-financées, d'ici la fin de l'année, nous serons obligés de procéder à des coupes sévères, avec des conséquences négatives et parfois dramatiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil* », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à l'ouverture de la 73e session du Comité exécutif du HCR. Dans un discours prononcé devant les États membres à Genève, le chef de l'agence onusienne a rappelé qu'avec la guerre en Ukraine et les autres crises ayant déplacé de force plus de 100 millions de personnes dans le monde, le budget du HCR a grimpé pour atteindre plus de 10 milliards de dollars. Si des ressources « *suffisantes* » ne sont pas affectées à toutes les interventions, les agences humanitaires seront **contraintes à condamner les réfugiés et les communautés hôtes à de nouvelles difficultés, à la perte d'espoir** et au risque de poursuite de leur voyage. « *Car nous ne pouvons pas prêter attention uniquement à la dernière crise en date au détriment des autres* », a insisté le chef du HCR. En attendant, plusieurs crises sont largement sous-financées. Si l'aide internationale a été importante dans les années qui ont suivi le déplacement initial des réfugiés **rohingyas**, le plan d'intervention conjoint n'est financé qu'à hauteur de 30%. « *Ce qui laisse présager des coupes sombres dans les programmes de toutes les agences des Nations Unies et des ONG opérant au Bangladesh, à moins que les donateurs ne fournissent d'urgence une aide supplémentaire* ». Les opérations en **Éthiopie** ne sont aujourd'hui financées qu'à 46%, alors qu'après la reprise des hostilités en septembre, les conditions humanitaires se détériorent à nouveau. L'**Ouganda**, qui accueille plus de 1,5 million de réfugiés, est confrontée à un « *énorme déficit financier* ». Au **Sahel** où « *les gens ont été soumis à une violence extrême ainsi qu'à l'urgence climatique* », le manque de financement empêche les humanitaires de fournir des abris et autres services. « *Et n'oublions pas les millions de réfugiés et de déplacés syriens - à peu près le même nombre que les Ukrainiens déplacés. Le manque de financement affectant les opérations de soutien aux Syriens est particulièrement inquiétant* ». Plus globalement, les conflits restent le principal facteur de déplacement forcé. Au **Myanmar**, plus d'un million de personnes ont été déracinées à l'intérieur du pays depuis la prise du pouvoir par l'armée en février 2022. Au Sahel et dans un pays comme le *Burkina Faso*, plus de 325.000 personnes ont fui leur foyer rien qu'en 2022. C'est l'un des nombreux indicateurs très inquiétants reflétant l'instabilité au Sahel, qui déplace des personnes non seulement à l'intérieur de leur pays, mais aussi au-delà, notamment vers les États côtiers, l'Afrique du Nord et l'Europe. Mais l'invasion de l'*Ukraine* par la Russie a porté la réponse d'urgence à de nouveaux niveaux, car elle a **précipité la crise de déplacement la plus importante et la plus rapide en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale**. « *Les déplacements se poursuivent et près de huit mois plus tard, des vies et des infrastructures civiles sont inexcusablement détruites* ». De quoi inquiéter le HCR sur l'**impact du froid de l'hiver sur les quelque 6,2 millions** de personnes déplacées en Ukraine. « *Aujourd'hui, c'est un autre jour d'angoisse pour le peuple ukrainien. En ce moment même, mes collègues me rapportent des frappes horribles sur des centres urbains à Kyïv, Dnipro, Lviv, Zaporijjia, Chernihiv, Odesa, et ailleurs* ».

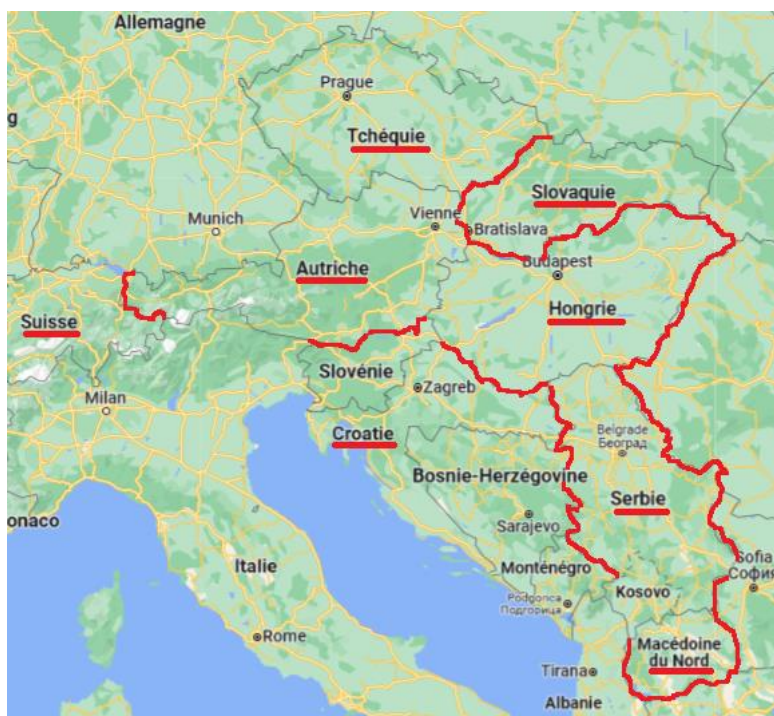
https://news.un.org/fr/story/2022/10/1128687?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=9b4d7c905f-

EUROPE

LA ROUTE DES BALKANS

Selon Frontex, l'agence des frontières de l'espace Schengen, le passage par les Balkans est actuellement la route migratoire " la plus active dans l'UE, avec 15 900 tentatives de passages en août, soit 141 % de plus que l'année dernière ". Au cours des huit premiers mois de cette année, 86 581 entrées au total ont été détectées aux frontières extérieures de l'Union européenne. D'après l'Organisation internationale des migrations (OIM), 96 988 personnes ont emprunté ce passage jusqu'ici cette année. Pour toute l'année 2021, 102 00 arrivées avaient été décomptées.

Le président hongrois ouvertement anti-migrants, a appelé à un changement politique global dans la manière d'aborder la migration. Il a suggéré la création de centres dits "**hotpots**" **en dehors de l'UE**, afin d'y traiter les demandes d'asile. Cette mesure est régulièrement mise en avant par des politiciens de droite et d'extrême-droite, y compris en France. Lors de la dernière élection présidentielle, la candidate des républicains l'avait inclus à son programme. Cela traduit la méconnaissance des politiques de la réalité vécue par les exilés dans leur pays d'origine. Car tous n'ont pas la possibilité de déposer une demande d'asile dans leur pays ou dans un pays voisin, pour diverses raisons. Parmi elles figurent " *l'absence de possibilité matérielle ou financière, la peur d'être identifiés comme souhaitant venir en France en tant que réfugiés, l'insécurité, l'incertitude sur le pays auprès duquel ils souhaitent demander l'asile* ", rappelle l'organisation non gouvernementale Amnesty International.



Frontières des Balkans (d'après - <https://www.google.com/maps/@46.3436451,9.7939851,5.71z>)

La Hongrie, l'Autriche et la Serbie sont disposées à mettre en place des initiatives conjointes dans le but de diminuer le nombre d'arrivées de migrants dans leurs pays respectifs : coopération policière accrue le long de leurs frontières respectives mais aussi de celle de **la Macédoine du Nord**, ainsi qu'un soutien à la Serbie dans ses futures expulsions de migrants vers leur pays d'origine. " *Tant que la lutte contre l'immigration clandestine et la contrebande, ainsi que les*

retours depuis l'Union européenne ne fonctionneront pas, nous devons tout faire pour protéger ensemble les frontières, a déclaré le chancelier autrichien. *La coopération avec la Serbie et la Hongrie est particulièrement importante* ". L'Autriche avait déjà annoncé le rétablissement des contrôles à sa frontière avec la Slovaquie, dans l'Est, et des patrouilles supplémentaires dans l'Ouest, côté suisse. Le président serbe a dit que la Serbie alignerait sa politique des visas sur celle de l'Union européenne (UE) d'ici la fin de l'année. *" Cela empêchera que la Serbie serve de voie de migration illégale vers l'Ouest "*. De concert avec l'Allemagne, la Croatie et la Slovénie, l'Autriche et la Suisse entendaient d'ailleurs la semaine dernière intervenir auprès de la Commission européenne pour que les États des Balkans occidentaux adaptent leur politique en matière de visas, responsable selon eux de la situation actuelle.

Le plan d'action partagé par la Hongrie, l'Autriche et la Serbie intervient dans un contexte de surveillance accrue aux frontières de l'Europe centrale. La semaine dernière, la République Tchèque a annoncé des contrôles supplémentaires à sa frontière avec la Slovaquie, pour empêcher les migrants d'entrer. *" Les contrôles seront réintroduits à 27 anciens points de passage sur toute la longueur de la frontière avec la Slovaquie "*, ont indiqué les forces de l'ordre. *" Nous devons prendre cette mesure préventive afin de faire face à la situation sur le long terme et de décourager les migrants clandestins d'emprunter cette route "*. Une première depuis l'entrée des deux pays dans l'espace Schengen, en 2007. Le ministre hongrois de l'Intérieur a indiqué que la Hongrie prévoyait de déployer 4 000 soldats frontaliers à ses frontières Sud.

Le 7 avril 2022, le conseil de l'Europe a pourtant fustigé le refoulement généralisé des migrants aux frontières. Une pratique émaillée de *" violence grave et systématique "*, selon l'organisation qui demande aux États membres de mettre fin à ce qu'elle qualifie de *" violations des droits humains "*. L'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie avaient été pointées du doigt dans un rapport de l'institution. *"La fermeture des frontières ne sera jamais une solution aux défis migratoires, déplore la coordinatrice de l'OIM pour les Balkans occidentaux. Ce qu'il faut, c'est une gouvernance solide et adaptée à ces questions. Les mesures d'urgence ne résoudront rien, car il y aura toujours de la migration dans cette zone. Qu'on le veuille ou non"*.

FRONTIERE TCHEQUE – SLOVAQUIE

Depuis dimanche 9 octobre, 80 soldats tchèques sont postés à l'est de la république **tchèque**, le long de la frontière avec la Slovaquie. Ces derniers sont déployés en renfort des patrouilles de police et de garde-frontières déjà présents dans les régions de Moravie du Sud, de Zlin et de Moravie-Silésie, indique l'armée dans un communiqué repris par la presse tchèque. À partir du 28 octobre, ils seront rejoints par 320 soldats supplémentaires envoyés dans la zone. La décision vient prolonger les contrôles rétablis à cet endroit le 29 septembre 2022, pour dix jours initialement, sur 27 postes frontaliers. *"Il n'est pas possible de fermer hermétiquement toute la frontière, longue de 251 km. Mais nous ferons tout pour empêcher son franchissement illégal, aux endroits qui ne sont pas destinés à cela"*, a affirmé le chef de la police tchèque. Entre le 1er janvier et le 26 septembre 2022, la police tchèque a intercepté *"11 983 migrants illégaux en transit sur le territoire, ce qui dépasse largement les chiffres que nous avons enregistrés en 2015, lorsque la crise migratoire en Europe était à son apogée"*, a réagi le service de police des étrangers, pour justifier le retour des contrôles à la frontière.

De son côté, la **Slovaquie** a elle aussi renforcé la surveillance de ses frontières proches de la Hongrie, en envoyant des patrouilles à quatre points de passages menant vers ce pays voisin. D'après les autorités slovaques, depuis l'entrée en vigueur de cette mesure fin septembre, la police des frontières a arrêté plus de 800 migrants. Et selon le ministre de l'Intérieur, le pays procède actuellement à des contrôles approfondis *"pour s'assurer qu'aucune de ces personnes ne menace l'ordre public et la sécurité du pays"*.

Le 5 octobre 2022, les forces de l'ordre **serbes** ont procédé à l'expulsion de plus de 200 personnes installées dans un camp informel de la région. *"Notre pays (...) ne sera pas un parking pour*

les migrants", et "la Serbie n'est pas et ne sera jamais un endroit pour les criminels et les racailles qui font du trafic d'êtres humains et gagnent de l'argent grâce à leur douleur et à leurs souffrances". Dans cette zone frontalière, les bavures policières sont par ailleurs régulièrement dénoncées par les associations. "Les personnes en déplacement sont touchées à la frontière par des balles en caoutchouc, ils sont expulsés de la clôture frontalière par des voitures de police qui foncent dans le grillage comme s'il s'agissait de poupées en peluches, ils sont trainés par les pieds de l'autre côté de la clôture. Ils sont déshabillés et obligés de retourner en Serbie pied nus", signalait en septembre 2022, une association basée en Serbie.

En août 2022, Médecins sans frontières (MSF) alertait déjà sur le "recours alarmant et répété" des violences de la part des forces de sécurité hongroises à l'encontre des migrants traversant la frontière entre **la Serbie et la Hongrie**. Selon un médecin de l'ONG médicale en Serbie, "chaque semaine, nous voyons plusieurs personnes, dont certains enfants, présentant de graves contusions, des blessures et coupures profondes, des luxations et des fractures, souvent sur les jambes, les bras et parfois à la tête".

L'objectif, est d'endiguer l'augmentation des passages de migrants sur cette route migratoire.

FRONTIERE RUSSO-ESTONIENNE

L'Estonie, par sa politique d'accueil et sa proximité avec le nœud routier et ferroviaire que constitue l'agglomération de Saint-Pétersbourg, est depuis le début de la guerre une destination privilégiée par de nombreux réfugiés. Selon le gouvernement estonien, près de 100 000 d'entre eux sont arrivés dans le pays *via* la Russie.

Errant en Russie se trouvent des ukrainiens qui s'y sont retrouvés malgré eux, des ukrainiens qui ont rejoints des parents qui habitent en Russie, des ukrainiens pro-russes. Mais aussi des russes qui tentent de quitter leur pays. Plusieurs réseaux de citoyens russes, émus par le sort réservé à ces exilés, tentent d'aider ceux qui le veulent à partir à l'Ouest. Ils échangent avec « Telegram » - la messagerie cryptée prisée de la jeunesse russe - sans nom, sans existence légale. L'ONG Rubikus les connaît bien. Si elle aide à informer les réfugiés au moment de leur départ d'Ukraine, et à leur entrée sur le territoire européen, elle se repose sur ces volontaires russes pour organiser le trajet à l'intérieur de la Russie. Des volontaires prennent l'initiative de prévenir Rubikus de l'arrivée prochaine, en Estonie, en Lettonie, voire en Pologne, de nouvelles personnes dans le besoin. Moins d'un tiers des Ukrainiens arrivant dans ces conditions restent dans le pays balte. La grande majorité continuent leur route en Europe, vers l'Allemagne, la Finlande ou l'Irlande. Mais bien souvent, une pause estonienne est nécessaire, pour les corps, mais aussi les esprits.

<https://www.rfi.fr/europe/20221007-r%C3%A9fugi%C3%A9s-ukrainiens-le-long-et-%C3%A9prouvant-p%C3%A9riple-russe-pour-rejoindre-l-europe>

ROYAUME-UNI

Les confusions entre mineurs et majeurs au Royaume-Uni, sont illustrées par deux rapports du Conseil des réfugiés et du « Greater Manchester Immigration Aid Unit » publiés vendredi 29 septembre 2022. Selon le Conseil, sur un échantillon de 141 dossiers de demandeurs d'asile considérés comme adultes "94 % ont été jugés à tort comme adultes". Selon des données récupérées auprès d'une soixantaine d'autorités locales, une ONG de défense des droits de l'Homme affirme qu'en 2021, sur **450 jeunes** dont l'âge était contesté par le ministère de l'Intérieur, les trois quarts se sont révélés être des **mineurs**. Déjà sous-évaluée, la proportion de mineurs déclarés comme adultes tend à augmenter, selon le Conseil des réfugiés. En cause ? Une réforme mise en place en janvier dernier. Auparavant, un demandeur d'asile pouvait être considéré comme un adulte par un agent de l'immigration s'il semblait "avoir plus de 25 ans". Dorénavant, si la personne paraît "de manière significative avoir plus de 18 ans", elle peut être considérée comme adulte dès son premier contact avec les autorités anglaises. La nouvelle législation entérine également la création d'un Conseil

national d'évaluation de l'âge composé de ses propres travailleurs sociaux. Les organisations réclament donc une réforme, ou tout simplement l'arrêt, de la politique de détermination de l'âge sur la base de l'apparence physique. Et pour réduire "le nombre d'enfants identifiés à tort comme des adultes", le Conseil des réfugiés recommande la publication de statistiques plus détaillées, l'annulation des procédures d'interdiction de territoire aux personnes dont l'âge est contesté ou encore de laisser les travailleurs sociaux superviser les évaluations. Pour finir, elle propose qu'un comité indépendant tel que l'Ofsed - un organe de contrôle du domaine éducatif et de l'enfance - soit chargé d'évaluer les précédentes affaires au Royaume-Uni. De son côté, le GMIAU va plus loin et réclame des investigations. "Il doit y avoir une enquête sur les raisons pour lesquelles des centaines d'enfants ont été traités à tort comme des adultes par le ministère de l'Intérieur au cours de la dernière année", indique l'organisation. Elle ajoute que les jeunes dont l'âge est contesté ne doivent pas être concernés par la politique de renvoi au Rwanda. "Les évaluations de l'âge sont difficiles, mais vitales", a réagi un porte-parole du ministère de l'Intérieur. *"Les enfants sont en danger lorsque des adultes demandeurs d'asile prétendent être des enfants ou que des enfants sont traités à tort comme des adultes. Nos réformes par le biais de la loi sur la nationalité et les frontières visent à rendre les évaluations plus cohérentes et plus solides en utilisant des mesures scientifiques et en créant une nouvelle commission nationale d'évaluation de l'âge. En cas de doute sur le fait qu'un demandeur soit un adulte ou un enfant, il sera renvoyé pour une évaluation par les autorités locales et sera traité comme un enfant jusqu'à ce qu'une décision sur son âge soit prise"*. Au Royaume-Uni, l'évaluation de l'âge d'un demandeur d'asile est réglementée. Elle doit être réalisée par deux travailleurs sociaux spécifiquement formés et un troisième adulte doit être présent, ainsi qu'un interprète, pour s'assurer que le demandeur d'asile comprenne la procédure. La décision, elle, doit être motivée et argumentée. Concernant la personne dont l'âge est contesté, elle ne doit pas être en rétention, dans un commissariat ou un logement pour adultes, rappelle le Conseil des réfugiés.

Mardi 4 octobre 2022, la nouvelle ministre de l'Intérieur a annoncé son intention **d'accélérer les expulsions** ainsi que l'externalisation du traitement des demandes d'asile. *"Si vous entrez illégalement au Royaume-Uni en provenance d'un pays sûr, vous devez rapidement être renvoyé dans votre pays d'origine ou relocalisé au Rwanda, où votre demande d'asile sera considérée"*. Elle a appelé à *"reprendre le contrôle"* face à ce qu'elle estime être *"un tribunal étranger qui met en danger notre souveraineté"*. Mais voici de quoi contredire les propos de la ministre, qui a également estimé lors du congrès du Parti conservateur que les demandeurs d'asile font preuve d'*"abus"* en se faisant passer pour des victimes *"d'esclavage moderne"* : selon le Home Office, 94% des 50 000 personnes arrivées sur le sol britannique après avoir traversé la Manche via des embarcations de fortune entre janvier 2018 et juin 2022 ont demandé l'asile. Parmi ceux dont la demande a été prise en compte, 86% ont obtenu l'asile. En même temps que ces déclarations d'intention, les tentatives de traversée ne cessent de s'intensifier (voir ci-dessus chapitre « Manche »).

116 enfants, arrivés non accompagnés au Royaume-Uni ces derniers mois avant de s'évanouir dans la nature ? D'après des données officielles, ces jeunes migrants sont portés disparus, certains depuis de longs mois. Leur point commun ? Ils ont tous transité, après leur arrivée sur le sol britannique, par des hôtels réquisitionnés par le ministère de l'Intérieur. Des hôtels situés aux quatre coins du pays sont utilisés pour héberger temporairement les migrants, arrivés pour l'immense majorité à bord de petits bateaux sur la Manche. Cette solution d'hébergement n'est normalement pas destinée au jeune public mais les structures dédiées pâtissent d'un manque de place. Depuis juillet 2021, le gouvernement britannique a donc eu recours à cette solution. Entre ce mois-là et août 2022, environ 1 606 enfants ont été placés dans des hôtels approuvés par le Home Office après être arrivés seuls en Angleterre. 181 d'entre eux - âgés de 18 ans ou moins - ont disparu au cours de cette période. Ils seraient partis des hôtels et aucune information les concernant n'est disponible. Soixante-cinq de ces jeunes ont été retrouvés par la suite, ramenant ainsi le nombre de disparus à 116. Certains sont âgés de seulement 11 ans. *"C'est un échec grave du gouvernement que des jeunes enfants traumatisés qui demandent l'asile soient toujours logés dans des hôtels et, par conséquent, disparaissent en nombre important"*, a réagi la directrice chargée des affaires externes au sein de l'organisation d'aide

aux migrants Refugee Council. *"En moyenne, les enfants non accompagnés qui déposent une demande d'asile sont déplacés dans des centres d'accueil dans les 15 jours suivant leur arrivée dans un hôtel, mais nous savons qu'il faut que davantage soit fait"*, ont justifié les services de l'Etat. *"Aussi longtemps que des enfants seront placés dans des hôtels et privés de l'attention d'un responsable légal, ils seront dans une situation terrible. Nous sommes profondément inquiets quant aux situations d'exploitations auxquelles ces enfants pourraient être confrontés à l'heure actuelle."* Les réseaux de traite d'êtres humains représentent un danger réel au Royaume-Uni. Selon le mécanisme de référencement national des victimes d'esclavage moderne ou de traite (le National Referral Mechanism), 12 727 personnes ont été repérées par les autorités comme victimes potentielles de la traite en 2021. Parmi elles, 43% ont été exploitées dans leur enfance. *"Il y a un large panel de situations d'exploitations dans lesquelles ces jeunes pourraient se trouver"*, a alerté la directrice de l'organisation ECPAT UK. *"Ils peuvent être en train de travailler dans des fermes de cannabis, dans une usine, ils peuvent être dans une situation d'esclavage domestique (...). Ils peuvent être exploités criminellement ou sexuellement en secret."* Le 13 juillet 2022, le champion d'athlétisme d'origine somalienne Mo Farah, idole nationale au Royaume-Uni, avait bousculé le pays en révélant qu'il était un ancien enfant migrant exploité. A l'âge de 9 ans, il avait été emmené de force dans le pays, sous une fausse identité. Séparé de ses proches, il avait été forcé de travailler comme domestique pour une famille. *"C'était de l'esclavage moderne, de la traite d'êtres humains, sans honte, sans humanité. Si je ne travaillais pas, je ne mangeais pas. Faire cela à un être humain, à un enfant, c'est juste ignoble. Ces gens-là se faisaient passer pour mes parents (...) Ils me disaient de garder le silence ou je ne reverrais plus jamais ma famille. Ce n'était pas la vie que je voulais, et j'essayais de me trouver un moyen de penser à autre chose, pour ne plus pleurer seul dans mon lit et penser à ma famille restée au pays."*

SERBIE

Deux-cents personnes, voulaient rallier l'Union européenne par la Hongrie, ont été **interceptées par la police serbe** tôt dans la matinée du mercredi 5 octobre 2022, alors qu'elles prévoyaient de traverser la frontière. *"Un certain nombre de migrants ont été escortés par la police jusqu'au centre d'accueil pour migrants, et d'autres ont été conduits au bureau du procureur compétent"*, indique le ministre de l'Intérieur du pays. *"Notre pays (...) ne sera pas un parking pour les migrants"*, et *"la Serbie n'est pas et ne sera jamais un endroit pour les criminels et les racailles qui font du trafic d'êtres humains et gagnent de l'argent grâce à leur douleur et à leurs souffrances"*. Une quantité non précisée d'argent et d'armes a été retrouvée lors de ce raid mené dans le nord, près de la ville de Srpski Krstur, le long de la rivière Tisa. Les migrants, mains derrière la nuque, sont expulsés les uns derrière les autres de leur petit camp informel situé dans les bois. Des agents en tenue militaire fouillent dans les tentes et les vident des affaires des exilés. On aperçoit un homme fouiller une petite banane de cuir et y récupérer les billets en euros qui y étaient rangés. La police confisque aussi des téléphones.

Pour faire face à l'augmentation des arrivées, Belgrade s'est aussi doté ces derniers mois de trois nouveaux centres d'accueil. Au total, 19 structures dédiées sont éparpillées un peu partout dans le pays, d'une capacité de 7 968 places. Mais le système d'accueil est malgré tout, saturé. Des milliers d'autres exilés syriens, afghans, pakistanais, burundais et marocains errent dans des camps informels ou dans des petits villages abandonnés, situés pour la plupart dans le nord du pays. **La situation en Serbie inquiète**. En réaction, la Hongrie, l'Autriche, la Slovaquie et la Slovénie se barricadent.

AFRIQUE

LIBYE

Les corps calcinés de onze migrants ont *"été découverts à l'intérieur d'un bateau amarré et quatre autres corps portant des blessures ont été retrouvés à l'extérieur"*, vendredi 7 octobre 2022,

sur la côte de Sabratha par des bénévoles du croissant rouge libyen. Cette ville située à 70 km de Tripoli est un important point de départ pour des milliers de personnes qui cherchent chaque année à rejoindre les côtes italiennes depuis la Libye. précisé la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) dans un communiqué, qui a condamné un "meurtre odieux". Selon l'ONU, "les meurtres auraient résulté d'affrontements armés entre trafiquants rivaux", ce que confirment les médias locaux pour qui les passagers de l'embarcation ont été tués, jeudi, par des tirs à la suite d'une dispute entre passeurs. Un des groupes de passeurs impliqué dans la querelle a ensuite mis le feu au bateau vendredi, selon les mêmes sources. Le collectif de migrants Refugees in Libya est parvenu à joindre plusieurs témoins de la scène. "Le bateau n'était pas prêt à partir, il manquait du pétrole", indique le groupe. "Les passagers qui avaient payé chacun 3 500 dollars se sont plaints auprès des passeurs. Les passeurs leur ont tiré dessus." "Chaque semaine des corps sont découverts sur le rivage. Ils peuvent très bien avoir été jetés par-dessus bord par ces trafiquants. S'ils n'avaient pas été brûlés, personne n'en aurait parlé une fois de plus." les téléphones portables d'au moins six des blessés hospitalisés à Tripoli ont été confisqués. D'autres migrants ont réussi à échapper au massacre. Ils se cachent par peur de représailles de la part des passeurs et d'arrestations par les autorités libyennes. "Les migrants ici vivent dans la peur perpétuelle. Ils sont victimes des passeurs, mais ils sont traités comme des criminels par les autorités qui sont censées les protéger. Ils sont interpellés et accusés d'entrée illégale dans le pays", dénonce le groupe d'aide aux migrants en Libye. Ce drame "rappelle brutalement le manque de protection auquel sont confrontés les migrants et demandeurs d'asile en Libye, ainsi que les violations généralisées des droits humains perpétrées par de puissants réseaux de trafiquants et criminels". L'ONU a par ailleurs exhorté les autorités libyennes à "garantir une enquête rapide, indépendante et transparente pour traduire tous les auteurs en justice". Ambiance "très sécuritaire" dans la ville de Sabratha. "Les forces de sécurité libyennes sont en alerte. Elles recherchent ceux qui ont fait ça". "Sabratha est une petite ville, où il est difficile de se cacher. Les autorités libyennes devraient déjà avoir trouvé les trafiquants", s'étonne Refugees in Libya, qui accuse les autorités libyennes de fermer les yeux sur les passeurs qui commettent des abus. Les membres du collectif s'inquiètent du sort de cinq Ethiopiens arrêtés par la police libyenne et soupçonnés de détenir des informations sur le drame de vendredi. "C'est absurde, dans toute la ville de Sabratha, les autorités et ses agences de sécurité prétendent n'avoir aucune information sur les tueurs mais arrêtent cinq migrants éthiopiens". Depuis le début de l'année, 14 157 migrants ont été interceptés par les garde-côtes libyens et ramenés en détention, selon un bilan de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) publié lundi 1^{er} octobre 2022.

MAROC

Le Maroc a mené une **nouvelle opération contre des réseaux criminels** liés à l'organisation de migrations clandestines vers l'Union européenne en falsifiant des demandes de visa Schengen. Une vingtaine de prévenus ont été placés en garde à vue après leur interpellation vendredi 30 septembre 2022 dans différentes régions du pays. Les opérations se sont déroulées simultanément, d'ouest (Rabat, Sala Al Jadida), en est (Jarada, Oujda), en passant par le nord du pays (Nador, Martil). Tous les mis en cause ont été arrêtés. Parmi eux figure par exemple le directeur d'une agence de programmation des demandes de visas de la ville de Nador. La Brigade de police judiciaire marocaine affirme avoir par ailleurs mis la main sur du matériel servant à constituer de faux dossiers de demande de visa Schengen (Faux tampons d'établissements publics et bancaires, imitations de documents officiels, passeports volés, relevés bancaires). Les perquisitions ont également permis la saisie d'importantes sommes d'argent en dirhams marocains et en devises étrangères, ainsi qu'une quantité non déterminée de résine de cannabis. Le réseau en question aurait délivré contre rémunération des rendez-vous de demande de visa ainsi que des dossiers falsifiés et des papiers d'identité volés à des candidats à la migration pour camoufler des opérations de migrations clandestines. Le parquet tente de déterminer d'éventuelles ramifications de ce réseau criminel et d'interpeller tous les individus impliqués. Les services marocains déploient "*des efforts intenses et soutenus*" pour lutter contre les réseaux d'immigration clandestine et de traite humaine dans le pays.

Lourde peine pour les migrants de Melilla. Jeudi 6 octobre 2022 dans la soirée, la Cour

d'appel de Nador a condamné en appel 18 migrants soudanais et tchadiens à trois ans de prison ferme. Tous avaient pris part à la tentative d'entrée en force le 24 juin dans l'enclave espagnole de Melilla. Les 18 condamnés - qui font partie d'une soixantaine de migrants en situation irrégulière interpellés à la suite du drame - avaient écopé en première instance de 11 mois de prison. Ils étaient poursuivis pour "*entrée illégale sur le sol marocain*", "*violence contre agents de la force publique*", "*attroupement armé*" et "*refus d'obtempérer*". L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a estimé, à l'issue du jugement, qu'il s'agissait d' "*un système judiciaire répressif*". Depuis le 24 juin 2022, plusieurs dizaines de migrants, en majorité des Soudanais, ont été condamnés en première instance à des peines allant de huit mois à deux ans et demi de prison ferme par la justice marocaine.

Jeudi 13 octobre 2022, la justice marocaine a condamné à de lourdes peines de prison un groupe de 15 Soudanais, en situation irrégulière, arrêtés après ces faits survenus dans l'enclave espagnole située au nord du Maroc. Huit migrants ont écopé de trois ans de prison ferme et sept de deux ans d'emprisonnement devant la chambre criminelle de Nador. Ces verdicts ont pour but de "*faire peur*". "*Les migrants ont besoin d'être protégés et non pas d'avoir peur*", a estimé l'association marocaine AMDH. Le procès en appel d'un énième groupe, de 14 migrants cette fois-ci, prévu jeudi à Nador, a été reporté d'une semaine faute de traducteur, a annoncé l'AMDH.

MOZAMBIQUE

Plus de cinq ans après le début des violences dans ce pays d'Afrique australe, la situation humanitaire dans la province de Cabo Delgado a continué à se détériorer. Le nombre de personnes **déplacées** a augmenté de 20% pour atteindre plus de **946.000** au cours du premier semestre de 2022. Le conflit s'est étendu à la province voisine de Nampula, qui a été le théâtre de quatre attaques de groupes armés en septembre, touchant au moins 47.000 personnes et en déplaçant 12 000. « *Les gens ont vu leurs proches être tués, décapités et violés, et leurs maisons et autres infrastructures incendiées* ». Des hommes et des garçons ont également été enrôlés de force dans des groupes armés. De nombreuses personnes ont été à nouveau traumatisées après avoir été contraintes de se déplacer plusieurs fois pour sauver leur vie. Des moyens de subsistance ont été perdus, l'éducation a été interrompue et l'accès aux produits de première nécessité tels que la nourriture et les soins de santé a été entravé. « *Les personnes déplacées lors de ces dernières attaques ont indiqué au HCR qu'elles ont peur et qu'elles ont faim* ». Sur place, les populations manquent de médicaments et vivent dans des conditions de surpopulation - avec quatre à cinq familles partageant une seule maison. Certains dorment à ciel ouvert.

Palma (province de Cabo Delgado) a connu des attaques meurtrières en mars 2021 qui ont déplacé la plupart des 70.000 habitants du district. La majorité d'entre eux sont revenues au cours des dernières semaines. Les personnes qui ont tout perdu retournent dans des zones où les services et l'aide humanitaire sont largement indisponibles. « *Le HCR est favorable aux retours des familles déplacées lorsque ceux-ci sont volontaires, sûrs, informés, dignes et lorsque les conditions sont propices, y compris lorsque les services de base sont rétablis pour assurer leur durabilité* ». Le HCR s'inquiète toutefois des risques encourus par ces personnes si elles continuent à rentrer dans leur région d'origine avant que les conditions ne soient stabilisées.

le HCR considère que les conditions de sécurité sont trop « *instables* » à Cabo Delgado pour faciliter ou promouvoir les retours dans la province. « *Cependant, les besoins de protection croissants et les services limités pour ceux qui ont choisi de rentrer chez eux doivent encore être traités de toute urgence par les parties prenantes concernées, y compris les autorités et les acteurs humanitaires* »

<https://news.un.org/fr/story/2022/10/1128512>

TUNISIE

Les garde-côtes tunisiens **ont intercepté** et "sauvé", dans la nuit de samedi 1er à

dimanche 2 octobre 2022, **44 personnes** sur une embarcation. Il s'agirait de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, selon la garde nationale tunisienne. Mais Alarm Phone affirme que « 41 passagers ont été interceptés sur une embarcation à Sousse » et fait état de victimes. *"Les survivants nous ont rapporté que trois personnes étaient décédées durant la traversée"*. Ces derniers jours, Alarm Phone signale avoir reçu des alertes SOS de plusieurs embarcations en détresse parties de Tunisie en direction de l'Italie. Ces derniers jours, Alarm Phone signale avoir reçu des alertes SOS de plusieurs embarcations en détresse parties de Tunisie en direction de l'Italie. Entre les 1er et 2 octobre 2022, sept candidats au départ, tous tunisiens, ont été interpellés sur l'île de Kerkennah, en face de Sfax, plus au sud, alors qu'*"ils s'apprêtaient à franchir les frontières maritimes"*. Sept autres tentatives de rejoindre l'Europe par la frontière maritime ont été empêchées entre jeudi et vendredi 30 septembre 2022 (à hauteur du centre et du sud du pays), et 151 personnes ont été "sauvées", dont 85 Subsahariens. Au même moment, six autres personnes qui s'apprêtaient à tenter la traversée ont également été arrêtées par la garde nationale dans les régions de Mahdia (centre-est) et Nabeul (nord-est).

Trois corps ont été retrouvés le long du littoral sud-est de la Tunisie. Mercredi 5 octobre 2022, l'un de ces corps, celui d'une femme repêchée aux abords de l'île de Djerba, a pu être identifiée par sa famille. Cette découverte confirme, selon le réseau Alarm Phone, le naufrage d'une embarcation transportant **17 personnes, disparues** il y a près de quinze jours. Elles étaient parties le 21 septembre 2022 de Zarzis. *"Ce sont des proches qui nous ont contacté pour nous signaler qu'il y avait eu ce départ le 21 septembre à 8h du matin"*, indique un membre d'Alarm Phone. Les familles des migrants s'étaient inquiétées, 24 heures après le départ, de n'avoir aucune nouvelle de leurs proches. Le jour où l'embarcation disparue a été signalée à Alarm Phone, *"les conditions météorologiques étaient très mauvaises"*. Mais le navire de Médecins sans Frontières (MSF) opérait dans la zone, et les familles gardaient espoir. *"C'était confus. Elles ont cru, pendant un temps, que MSF avait pu les secourir. Or ce n'était pas le cas"*. De manière générale, les garde-côtes tunisiens délivrent peu d'informations à l'équipe d'Alarm Phone. *"Il n'y a pas de règle établie"* dans la communication. Depuis lors, 14 personnes sont toujours portées disparues. Pour les autorités tunisiennes, *"la recherche du bateau disparu se poursuit"*.

Huit corps de migrants ont été retrouvés, lundi 10 octobre 2022, par des pêcheurs au large de Zarzis, dans le sud-est de la Tunisie. Ces cadavres sont probablement ceux des passagers tunisiens d'une *"embarcation qui aurait coulé il y a deux semaines"*. *"Les corps ont passé plus de deux semaines dans l'eau, leur identification est donc très difficile. Il n'y a encore aucune certitude quant à leur nationalité. Il ne faut pas oublier que tout au long de l'année, beaucoup de subsahariens aussi disparaissent en mer."* Des équipes de médecins légistes sont actuellement à Zarzis pour prélever des échantillons d'ADN sur les cadavres et les comparer avec ceux de leurs proches, afin de les identifier. Ceux-ci sont donc en cours d'examen génétique. Les garde-côtes tunisiens poursuivent toujours les recherches, pour retrouver d'autres passagers. D'après un membre de la plateforme d'urgence Alarm Phone, 17 personnes au total – dont deux femmes et un bébé - avaient pris place dans ce bateau le 21 septembre 2022, à 8h. Les familles des exilés s'étaient rapidement inquiétées de ne pas avoir reçu de nouvelles de leurs proches au lendemain de leur départ. Le jour où l'embarcation disparue a été signalée à Alarm Phone, *"les conditions météorologiques étaient très mauvaises"*. Les jours qui ont suivi, il a été difficile pour la plateforme de savoir ce qu'il s'était passé, d'autant plus que personne ne disposait des coordonnées GPS du canot. *"Nous avons contacté les garde-côtes, mais ils ne nous ont donné aucune information"*. *"Souvent, ce sont les pêcheurs qui font le job que l'État doit faire."* Depuis la semaine dernière à Zarzis, les familles des disparus manifestent pour réclamer davantage d'implication de la part des autorités dans la recherche des disparus. *"C'est assez inédit que les familles mettent une telle pression. Mais il faut reconnaître qu'il y a un réel manque de moyens. La police n'a même pas de drone pour survoler la mer."* Une *"opération de ratissage"* dans les eaux tunisiennes a d'ailleurs commencé le 7 octobre 2022, initiée *"par un certain nombre de citoyens à Zarzis et Djerba à la recherche des disparus"*. L'initiative a pour but de *"soutenir les efforts des autorités officielles, gardes côtes et armée"*.

Dans la nuit du 8 au 9 octobre 2022, des agents de la garde nationale de Bizerte ont déjoué trois tentatives de migration clandestine à partir des côtes de la région de Sejnane. Dix-neuf individus, dont une jeune femme, tous de nationalité tunisienne, ont été arrêtés.

Au 10 octobre, sur 73 941 personnes arrivées en Italie depuis le début de l'année, 15 182 étaient tunisiennes, soit la deuxième nationalité des primo-arrivants, derrière l'Égypte.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) fait état de 23 517 migrants interceptés par les autorités locales depuis le début de l'année. Il compte 507 migrants morts et disparus depuis début 2022. Il recense 13 980 migrants tunisiens arrivés en Italie en 2022. Ce qui signifierait, à partir de ces chiffres que 38 004 personnes ont voulu partir, 1,3 % des personnes sont mortes, et presque 37 % des réfugiés sont arrivés en Italie

En Tunisie, une journée de deuil national avait également été décrétée un mois après le drame, du 3 novembre 2013, à la mémoire des migrants clandestins africains.

ASIE

SRI LANKA

Vendredi 7 octobre 2022, on signale la présence de **150 migrants sri-lankais** sur *l'île de Diego Garcia*, un territoire d'appartenance britannique constituant une base pour l'armée américaine. C'est par cette île, à mi-chemin entre le Sri Lanka et La Réunion (à 2000 km), qu'avaient transité les 46 ressortissants arrivés mi-septembre 2022. Les départs de Sri-Lankais s'expliquent en grande partie par le contexte politique et économique de leur pays ces derniers mois. Le Sri Lanka a été agité par des manifestations d'une ampleur inédite, aboutissant à la démission du président, mi-juillet 2022. Une frange de la population lui reprochait la faillite économique que traverse le pays. Celle-ci s'est concrétisée par des pénuries d'aliments, de médicaments et de carburants pour les 22 millions d'habitants.

UKRAINE

Selon le Haut-commissaire de l'Onu (le 5 octobre 2022), au moins 7 millions de personnes ont quitté l'Ukraine, pas uniquement vers l'Europe. Il y a également au moins 7 millions de déplacés à l'intérieur, de personnes fuyant les zones de combat. Il y a environ deux millions de personnes déplacés vers la Russie. Les russes ont passé des lois pour naturaliser les enfants ukrainiens.

<https://www.ouest-france.fr/monde/droits-de-l-homme/entretien-la-guerre-en-ukraine-occulte-la-crise-des-refugies-selon-cet-haut-commissaire-de-l-onu-c0faefcc-454e-11ed-8c28-88bd89a03c81>

A VOIR – A LIRE - TEMOIGNAGE

Le film **Tori et Lokita**, sort dans les salles début octobre 2022. *Aujourd'hui en Belgique, un jeune garçon et une adolescente venus seuls d'Afrique opposent leur invincible amitié aux difficiles conditions de leur exil.* La Cimade est très fière d'être partenaire de ce nouveau film de Jean-Pierre et Luc Dardenne. Les deux réalisateurs souhaitent « *qu'à la fin du film le spectateur et la spectatrice qui auront ressenti une profonde empathie pour ces deux jeunes exilés et leur indéfectible amitié, éprouvent aussi un sentiment de révolte contre l'injustice qui règne dans nos sociétés.* »

Témoignage d'un jeune du Darfour

Il a quitté sa région natale, le Darfour, lorsque la guerre a éclaté en 2003. Il a alors sept

ans. Il se réfugie avec sa famille dans le camp de réfugiés de Djabal, à l'est du Tchad, où s'écouleront son enfance, son adolescence, et les premières années de sa vie d'adulte. En 2021, il quitte le camp pour la Libye. Son but d'alors : travailler quelques mois, le temps de d'économiser suffisamment d'argent pour embarquer dans un bateau en mer Méditerranée. Mais ses espoirs sont douchés lorsqu'il est arrêté, en janvier 2022, et jeté en prison. *"À mon arrivée en Libye, au début, ça allait plutôt bien. Je vivais à Gargaresh, un quartier de Tripoli, et j'arrivais à gagner un peu d'argent en faisant des ménages chez des familles libyennes, ou sur des chantiers de construction. Et puis les raids de la police ont commencé. Pour réclamer de l'aide, je suis allé manifester devant le CDC [Community Day Center, le centre du jour du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU ndlr]. On voulait juste que le HCR nous protège. Ça a duré trois mois. Et puis, début janvier, la police nous a arrêtés, c'était très violent. Avec d'autres personnes, j'ai été emmené à la prison de Ain Zara, toujours à Tripoli. À mon arrivée, on était presque 700 détenus. Neuf mois ont passé, et j'y suis toujours. C'est vraiment très difficile. Chaque jour, je fais la même chose. Je me lève, je vais aux toilettes et je mange le morceau de pain qu'on nous donne pour le petit-déjeuner. Le midi, on nous sert un plat de spaghettis pour cinq personnes, avec de l'eau qui a mauvais goût, elle est salée. Le reste de la journée, j'attends. Quand il pleut dehors, il pleut aussi à l'intérieur. Le plafond est en tôle mais il en manque par endroits. Avec d'autres migrants, on met des seaux un peu partout mais ça ne suffit pas. Le bâtiment où je vis est souvent inondé. Quand ça arrive, les petits matelas, les couvertures, nos affaires : tout est trempé. Mais les gardiens s'en fichent, comme des toilettes, qui ne fonctionnent plus depuis des mois. Actuellement, dans mon bâtiment, je dirais qu'on est environ 250 : il y a des Soudanais comme moi, des Sud-Soudanais, des Éthiopiens, des Érythréens et quelques Somaliens. En juin, un migrant s'est pendu dans la prison. Je le connaissais bien, on restait ensemble la journée. Depuis son arrivée en Libye, il avait été à cinq reprises arrêté par les Libyens - en mer ou simplement dans la maison où il vivait - et incarcéré. La dernière fois, c'était comme moi, après la manifestation devant le CDC. Après quelques mois à Ain Zara, suite à des discussions entre le HCR et la direction de la prison, il avait été libéré avec d'autres personnes. Et puis, au bout de quelques jours, il est revenu ici, après avoir été, une fois de plus, arrêté sans raison. À partir de là, il a totalement perdu espoir. Il était abattu, fatigué de toutes ces arrestations, de la torture, de ses passages en prison. Voilà pourquoi il a décidé de mettre fin à ses jours, plutôt que de devoir affronter, encore, tous ces problèmes. Il ne nous avait pas prévenu qu'il ferait un tel geste, même s'il avait confié être 'fatigué de cette vie'. La veille de sa mort, il s'était procuré des dattes et les avait partagées avec tout le monde. De temps en temps, il y a des personnes du HCR qui viennent dans la prison pour voir comment on est traité, mais personne n'ose leur parler. Si on le fait, après, les gardiens nous menacent et nous frappent. C'est arrivé souvent depuis que je suis ici, je l'ai vu de mes propres yeux. Alors moi, je préfère ne rien dire, j'ai trop peur des conséquences. Le matin, des fois, les gardiens sélectionnent des détenus et les emmènent à l'extérieur de la prison, pour faire des travaux. Cela dure quelques heures, parfois toute la journée. J'ai très peur d'être emmené un jour. Cette menace constante des gardiens, c'est très stressant, et ça me fatigue beaucoup. Entre les manifestations devant le CDC et la prison, cela fait un an que je me bats. Je suis épuisé. Et puis je ne sais pas pourquoi je suis là, quand est-ce que je vais sortir... personne ne nous dit rien. Le futur, je n'arrive pas à l'envisager. Tout ce que je veux, maintenant, c'est sortir d'ici, et traverser la Méditerranée pour l'Europe. Là-bas, j'aimerais faire des études pour avoir un meilleur travail et envoyer de l'argent à ma famille, qui vit toujours dans le camp de réfugiés au Tchad. Elle compte sur moi."*